

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2019
Perspectives 2020

N° 507
18 €

Économie de l'élevage



Résister d'abord, relancer ensuite !

- PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE - Une lente reprise de la collecte
- FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS - Les fabrications préservées en 2019 malgré la baisse des approvisionnements
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Stabilisation des revenus en 2019

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Maria CAMPOS HERRADA, Nicole BOSSIS, Philippe CHOTTEAU, Benoît RUBIN, Gérard YOU

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Laura ETIENNE, Christine GUINAMARD

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. « La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

Philippe Allaix (CA 42), Jean-Claude Baup (CA 32), Emmeline Beynet (CA 17), Aurélie Blachon (CA 31), Coline Bossis (CA 86), Françoise Bouillon (CA 48), Michèle Bulot-Langlois (CA 84), Pascale Clerc (CA 06), Henriette Coursange (Syndicat caprin des Hautes Alpes), Camille Delcoustal (CA 47), Benoît Delmas (CA 12), Valérie Dufourg (CA 46), Jean-Pierre Dugat (CA 33), Benoît Foisnon (CA 41), Pauline Gauthier (CA 16), Aurore Genieys (CA 12), Anne Eyme-Gundlach (CA 26),

Josine Giraud (CA 04), Anaïs Hubert (CA 18), Karine Lazard (CA 18), Agnès Liard (CA 69), Vincent Lictevout (Touraine Conseil Elevage), Jean-Bernard Mis (CA 81), Alessio Moro (ADICE), Jean-Luc Nigoul (CA 71), Séverine Pastorelli (CA 83), Florence Piedhault (CA 36), Bernard Poupin (Seenovia), Aurore Raynal (Syndicat de contrôle de performances 30-34), Christine Robert (CA 12), Angélique Roué (CA 79), Audrey Seigner (CA 13), Virginie Tardif (Seenovia), Jean Christophe Vidal (CA 12), Amélie Villette (CA 24).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture, Confédération Nationale des Éleveurs

Résister d'abord, relancer ensuite !

Ce Dossier Économie de l'Élevage fait d'abord le point sur l'année écoulée. Il paraît au cœur d'une crise dont on est encore très loin de mesurer toutes les conséquences. En 2019, les revenus des éleveurs étaient stables, à des niveaux corrects pour l'échantillon INOSYS-Réseau d'élevages. Le prix du lait augmentait de 2%. Début 2020, avant la fermeture des écoles, des restaurants puis le confinement généralisé en France, les disponibilités de lait de chèvre pour la filière étaient prévues en légère hausse... avec une difficulté à fournir une demande dynamique.

Depuis la mi-mars 2020 et le confinement généralisé, les débouchés se sont taris, tout particulièrement pour les fromages destinés à la restauration (baisse de 80-85% des repas servis en RHD), pour ceux vendus aux rayons à la coupe en GMS, mais surtout pour la vente directe ou les marchés de plein air. Les produits fermiers sont à l'heure du bouclage de ce document les plus affectés, mais ce ne sont pas les seuls. De même, l'export est-il très handicapé actuellement.

Il est hors de question de se prêter au jeu des prévisions, tant qu'on ne connaît pas les conditions de sortie du confinement et de la reprise de l'activité, et encore moins l'impact sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Tout juste peut-on dire à ce stade que la tendance à la renationalisation de l'approvisionnement des transformateurs devrait se poursuivre, et que l'image des produits caprins reste très bonne dans l'esprit de la majorité des consommateurs français. Le défi est donc double pour la filière caprine française : résister au choc de la crise, puis tenir sur la durée et proposer de nouvelles perspectives. Cela concerne en particulier les éleveurs, dont la démographie est très volatile. Certes, le métier d'éleveur reste aujourd'hui plus sûr et plus enviable que beaucoup d'autres, aujourd'hui dans l'expectative la plus totale, d'artisans, de commerçants ou de salariés dans des filières totalement encaimées... Mais investir de l'argent et du temps dans l'activité économique de l'élevage nécessite évidemment de la passion chevillée au corps, mais aussi et surtout des perspectives à moyen et long terme.

La filière caprine française a déjà subi de graves crises, en particulier une très grave il y a une décennie. Elle a su s'en relever en faisant preuve de solidarité. Elle a, semble-t-il, tous les atouts en main, avec son interprofession ANICAP, pour franchir cette crise-ci, qui est absolument globale et concerne l'ensemble des secteurs économiques en France, en Europe et dans le Monde. En contraste, les situations des filières espagnoles et néerlandaises semblent beaucoup moins résilientes, en tous les cas sur le papier. Nous espérons que les analyses décrites dans ce Dossier Économie de l'Élevage aideront les acteurs de la filière à dessiner de nouvelles perspectives pour franchir cette crise sans précédent.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION LAIT ET VIANDE

Une lente reprise de la collecte !

16/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Livreurs spécialisés Ouest et Sud-Ouest
- Livreurs spécialisés du Sud-Est
- Livreurs et cultures de vente
- Livreurs et bovins viande
- Fromagers spécialisés Sud Méditerranée
- Fromagers spécialisés, autres régions

24/ FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

Les fabrications préservées malgré la baisse des approvisionnements

30/ BILAN ET PERSPECTIVES

2020, une opportunité pour relancer la production nationale

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

HIVER 2019

À 742 €/1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de +4 € /2018 au 1^{er} trimestre.



Stabilisation du cheptel

Après une année de progression (+3% /2018), le cheptel est resté remarquablement stable en 2019.

Malgré les efforts de relance de la filière, le nombre de livreurs s'est érodé de -2%.

La collecte à la peine

La collecte peine à décoller, impactée par la médiocre qualité des fourrages récoltés en 2018.

Au premier trimestre, elle retombe à 101,7 Ml (-2% /2018).

Mise en œuvre de la loi EGAlim

Suite au vote de la loi fin 2018, les collecteurs sont incités à prendre en compte les coûts de production des éleveurs laitiers dans la fixation de leurs prix d'achat du lait.

Le prix payé au producteur évolue à la hausse.



Baisse des importations

Les importations françaises de produits de report caprin chutent de -43% /2018 au 1^{er} semestre faute de disponibilités laitières en Espagne.

PRINTEMPS

À 643 €/1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de +14 € /2018 au 2^{ème} trimestre.



Des conditions climatiques favorables au printemps

Dans la plupart des régions, le printemps a permis de bonnes récoltes d'herbe (volume et qualité). La distribution de ces enrubannages ou foins entraîne une amélioration de la productivité laitière des chèvres. Mais, en Bourgogne au-delà de 700 mètres et dans le nord de Rhône Alpes, les conditions climatiques (froid, gelées tardives...) n'ont pas été favorables à la pousse de l'herbe.



Stabilisation de la collecte

La collecte retrouve le niveau de 2018, à 157 millions de litres au 2^{ème} semestre. La composition du lait connaît une amélioration continue.



Viande caprine

Conséquence d'une fête de Pâques tardive (21 avril), les sorties de chevreaux ont été décalées, ce qui entraîne un alourdissement des chevreaux abattus. Fin avril, les abat-tages de chevreaux CVJA ont progressé de +2% par rapport à 2018.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

ÉTÉ

À 694 €/1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de +18 € /2018 au 3^{ème} trimestre.



Sécheresse estivale

Les canicules de juin et juillet impactent la production laitière et la reproduction dans certains élevages avec des retards dans les mises bas. La sécheresse estivale a écourté l'affouragement en vert et le pâturage, pénalisant ensuite les repousses.

En maïs ensilage, les systèmes avec irrigation ont assuré les rendements quand les systèmes en sec ont été pénalisés pour la 3^{ème} année consécutive.



Rebond de la collecte en fin d'été

La collecte repart à la hausse au cours de l'été. Au 3^{ème} trimestre, elle s'établit à 125 Ml (contre 122 Ml en 2018).



Évolution contrastée des céréales

Hausse des rendements en céréales et protéagineux. Net recul pour les oléagineux et le maïs grain.



Précipitations de fin d'été

Le semis de céréales est retardé suite aux abondantes précipitations. Certaines exploitations, ne peuvent réimplanter des prairies pourtant très abîmées suite aux sécheresses consécutives.

AUTOMNE

À 848 €/1 000 l, le prix du lait de chèvre progresse de +13 € /2018 au 4^{ème} trimestre.



Déstockage massif

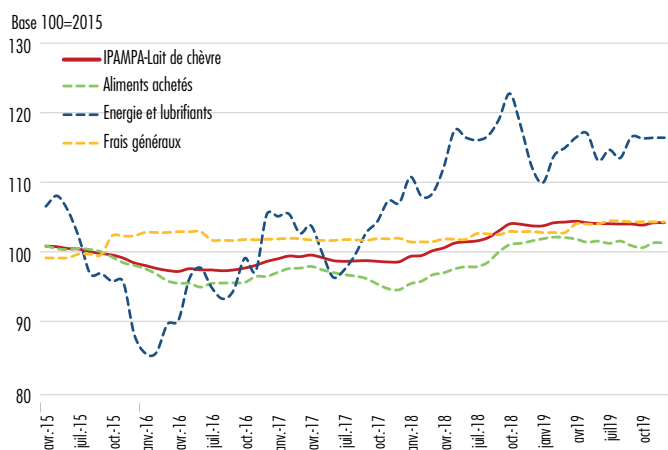
Conséquence de la baisse des importations (-18% sur l'année), les stocks de produits de reports s'effondrent en fin d'année (-39% /2018).



Bon démarrage des lactations d'hiver

Les fourrages du printemps confortent la reprise de la collecte, qui s'établit à 102 Ml au 4^{ème} trimestre (+6% /2018), établissant un record pour la période. L'amélioration de la composition du lait, observée depuis le début de l'année, s'estompe.

IPAMPA LAIT DE CHÈVRE : DES CHARGES D'ÉLEVAGE EN LÉGÈRE HAUSSE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

IPAMPA Lait de chèvre : les charges en légère hausse

L'IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a pour objectif de mesurer l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA Lait de chèvre mesure l'évolution du prix d'un panier de charges spécifiques aux exploitations caprines.

En 2019, l'IPAMPA lait de chèvre a démarré à 104,2, puis a légèrement augmenté de janvier à mars, avant de se stabiliser tout le reste de l'année. En moyenne annuelle, à l'indice 104,1, la hausse s'élève à +2% /2018. Cette hausse est imputable à celle du prix des « aliments achetés », premier poste de charges, dont l'indice a augmenté de +3% par rapport à 2018, et a eu une évolution en « dents de scie » tout au long de l'année. A contrario, la moyenne annuelle du prix de l'énergie (qui représente 6% des charges indicées), très volatile, est restée stable d'une année à l'autre, mais son évolution a été contrastée au cours de l'année.

L'augmentation des charges a probablement neutralisé celle des prix du lait payés aux livreurs (+2% /2018).

2

PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

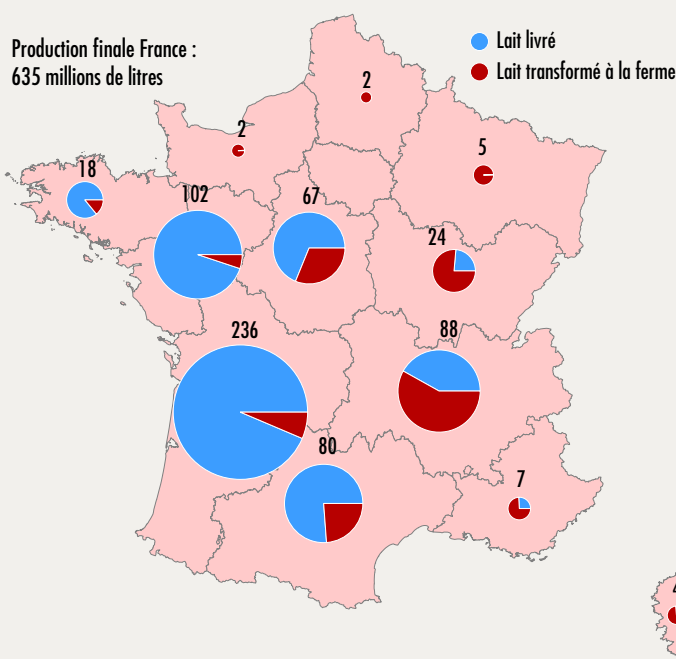


Une lente reprise de la collecte !

En 2019, la collecte française de lait de chèvre a repris timidement, malgré un prix du lait bien orienté et un cheptel stable. La médiocre qualité des fourrages récoltés en 2018 a pénalisé la hausse saisonnière de la collecte au 1^{er} semestre. Ensuite, au 2nd semestre, la collecte a évolué plus favorablement grâce à des fourrages de meilleure qualité (récoltés en 2019) et des lactations allongées. L'enquête cheptel de novembre 2019 confirme la reprise du dynamisme laitier en France. En Espagne, la production peine à reprendre malgré un prix du lait en forte hausse. Avec un cheptel tout juste stable, une collecte en progression insuffisante, et une collecte en ralentissement chez nos voisins européens, l'année 2020 avait démarré en légère tension... avant le confinement généralisé !

PRODUCTION

LA PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE EN 2019 (EN MILLIONS DE LITRES)



Livreurs et fromagers fermiers

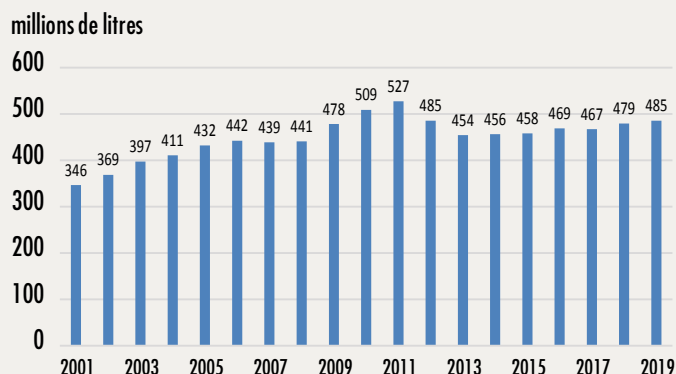
À près de 635 selon nos estimations, la production française de lait de chèvre a faiblement progressé d'environ 5 MI en 2019 (+1% /2018), malgré une demande en hausse de la transformation. Cette progression s'explique notamment par celle des livraisons, qui pèsent pour les trois quarts de la production totale, à 485 MI collectés (+1% /2018), tandis que la production transformée à la ferme, estimée à 150 MI, a stagné.

Le rythme de cessations laitières a ralenti, mais le renouvellement des générations reste le défi majeur pour la filière. Ainsi, selon l'enquête cheptel de novembre 2019, le nombre d'élevages de plus de 10 chèvres (qui détiennent 91% du cheptel national) a diminué de -2% par rapport à 2018, s'établissant à 5 200 (TOM compris). Les régions les plus concernées par cette érosion du nombre d'exploitations sont la Nouvelle-Aquitaine, les Pays-de-la-Loire et le Centre-Val-de-Loire (environ -10% /2018), tandis que d'autres régions, où la production laitière est plus récente et faible, affichent une dynamique d'installations encourageante ; c'est le cas notamment en Bretagne et en Corse, Provence-Alpes-Côtes-d'Azur ou Auvergne-Rhône-Alpes. L'enquête annuelle laitière dénombrait 2 530 livreurs en 2018 auxquels s'ajoutent 2 500 fermiers. Les bassins laitiers de l'Ouest et du Sud-Ouest se caractérisent par une part importante du lait livré aux laiteries. En 2019, la Nouvelle-Aquitaine est toujours la première région caprine de France : elle a pesé pour près de 37% de la production et 45% des livraisons nationales. Les Pays-de-la-Loire, avec 16% de la production et 20% de la collecte nationales arrivent en deuxième position, suivis de près par l'Occitanie, avec 13% de la production et 8% de la collecte nationales. Dans d'autres régions, la répartition système laitier et fermier est plus équilibrée comme le Centre-Val-de-Loire, avec 11% de la production et 10% de la collecte nationale, soit 30% du lait transformé à la ferme, et l'Auvergne-Rhône-Alpes, avec 14% de la production et 8% de la collecte nationale, soit 60% du lait transformés à la ferme. Enfin, les petites régions du Nord-Est et du Sud-Est, sous-représentées dans la collecte nationale, affichent une nette orientation fermière.

Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et Statistique Agricole Annuelle

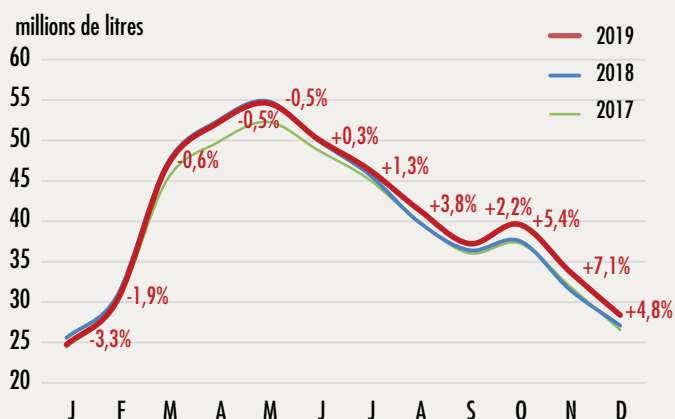
COLLECTE

COLLECTE ANNUELLE DE LAIT DE CHÈVRE



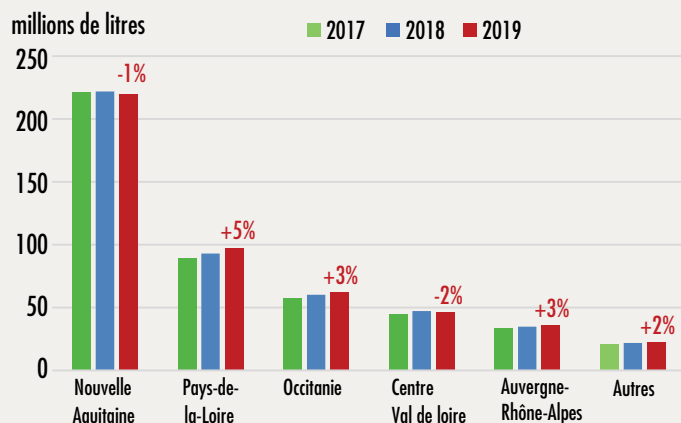
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE 2019/2018



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES LIVRAISONS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Faible progression de la collecte

À plus de 485 millions de litres en 2019, la collecte de lait de chèvre a progressé de +1,2% d'une année sur l'autre, soit près de 6 millions de litres supplémentaires, selon FranceAgriMer. Sa croissance repose principalement sur l'amélioration des performances laitières. La production par lactation a favorablement progressé pour la race caprine majoritaire, ce qui a pu booster la collecte malgré la stabilisation du cheptel caprin et les épisodes caniculaires de 2018 et 2019.

La collecte n'a pu satisfaire la demande des opérateurs français, qui n'a cessé de s'accroître pour répondre à une demande dynamique. Ils ont donc eu recours à des importations pour compléter leurs approvisionnements.

Une dynamique relancée au second trimestre

Début 2019, la collecte a démarré laborieusement, pénalisée par un décalage des naissances et des stocks fourragers de mauvaise qualité. Les livraisons ont ainsi reculé de près de -2% au 1^{er} trimestre, puis ont tout juste égalé celles de 2018 au 2^{ème} trimestre, lors du pic saisonnier. La tendance de la collecte cumulée sur l'année s'est finalement retournée à partir de septembre (+0,2% /2018), pour s'accroître progressivement en octobre (+0,7%), novembre (+1,1%) et décembre (+1,3%).

D'un côté, cette lente reprise a été permise par les mises-bas d'automne, qui ont bénéficié des fourrages de meilleure qualité, et par la détente des prix des concentrés, ce qui a permis de mieux compléter la ration. De l'autre, les incitations financières à désaisonnaliser la production ont incité certains éleveurs à allonger des lactations au 1^{er} semestre.

Des évolutions régionales contrastées

Le rattrapage de fin d'année a été sensible partout en France. Cependant, la collecte de lait de chèvre a connu des évolutions régionales contrastées sur l'année. Elle a baissé dans le bassin traditionnel de Nouvelle-Aquitaine de près de 2 millions de litres, soit -1% /2018. De même dans le Centre-Val-de-Loire, où la baisse s'établit à -2%, soit à 1 million de litres. Ces régions semblent pénalisées par la pyramide des âges de leurs éleveurs : l'agrandissement des troupeaux et la timide reprise des installations n'ont pas compensé les départs à la retraite.

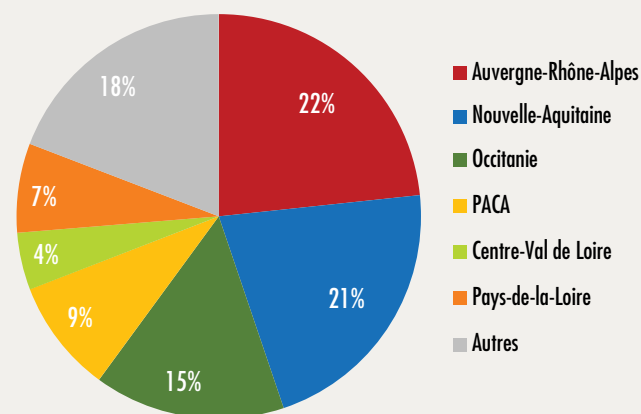
De l'autre côté, certaines régions se montrent plus dynamiques, et la vague d'installations y est encourageante. La collecte de lait de chèvre a ainsi progressé de près de +5% en Pays-de-la-Loire, soit de près de 5 millions de litres de plus qu'en 2018 ; l'Occitanie a vu sa collecte progresser de +3%, soit 2 millions de litres de plus qu'en 2018, et les livraisons en Auvergne-Rhône-Alpes ont aussi progressé de +3% /2018, à hauteur de 1 million de litres. Ces deux dernières régions, qui ne pèsent que respectivement 10% et 7% de la collecte nationale, ont contribué à réduire l'impact des baisses connues au plan national.



2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

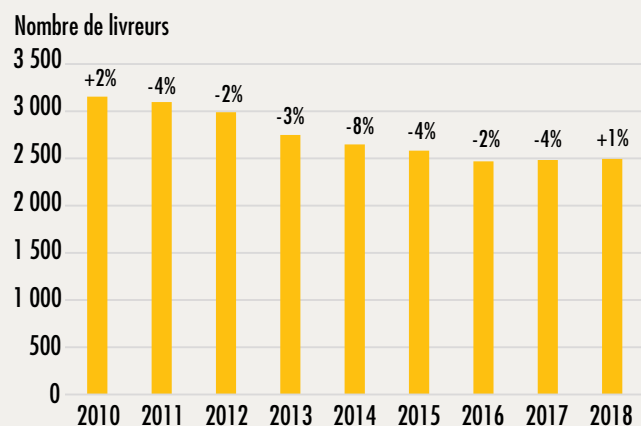
STRUCTURES D'EXPLOITATIONS

RÉPARTITION RÉGIONALE DES EXPLOITATIONS CAPRINES EN 2018



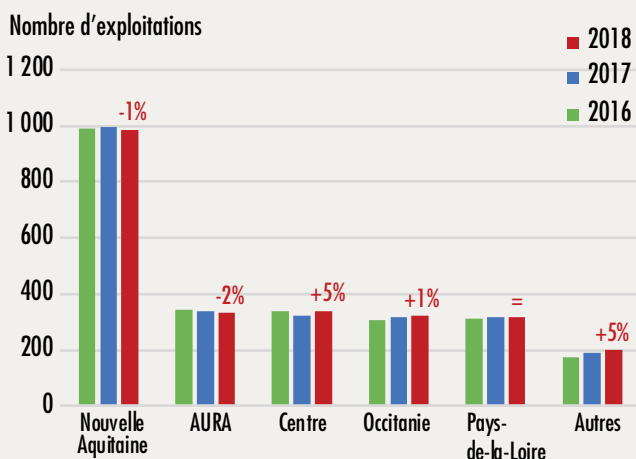
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et BDNI

ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE LIVREURS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP - Enquête Annuelle Laitière

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LIVREURS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION ENTRE 2016 ET 2018



Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Enquête annuelle laitière.

Nouvelle-Aquitaine et AURA regroupent près de la moitié des exploitations

Selon la BDNI, 22% des exploitations caprines professionnelles (plus de 25 chèvres) sont en Auvergne-Rhône-Alpes. Les 1 300 exploitations caprines réunissent autant de livreurs que de fermiers. La Nouvelle-Aquitaine, première région productrice de lait de chèvre, comptait 1 200 élevages en 2018 (21% de l'effectif national). Avec aussi un profil mixte (livreurs et fermiers), l'Occitanie réunit 15% des élevages caprins professionnels, à 870 exploitations. Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Centre-Val-de-Loire, et les Pays-de-la-Loire regroupent 20% des exploitations, avec respectivement 860, 500 et 400 élevages. Enfin, les petites régions de l'Est et du Nord-Est comptent plus 1 000 exploitations caprines, essentiellement fermières, qui représentent 18% des structures caprines nationales.

Petite hausse nationale du nombre de livreurs dans une conjoncture favorable

Selon les données de l'enquête annuelle laitière, on dénombrait un peu moins de 2 500 exploitations caprines qui livraient du lait de chèvre en 2018, soit près de la moitié des exploitations caprines recensées dans l'enquête cheptel. Les exploitations fermières et mixtes, plus difficiles à suivre, représenteraient l'autre moitié. Après une décennie de tendance baissière, conséquence d'une crise qui a frappé de plein fouet le secteur, la stabilisation du nombre de livreurs s'était confirmée, grâce à une conjoncture laitière favorable. Dans le contexte 2019, où l'offre ne satisfaisait pas une demande qui progressait fortement, on peut anticiper une amélioration pour l'année dernière.

Les effectifs de livreurs progressent dans le Centre et les petites régions

La Nouvelle-Aquitaine, qui comprend le bassin historique de Poitou-Charentes, a perdu 1% de ses livreurs entre 2017 et 2018. Elle subit de cessations d'activités pour cause de départs à la retraite qui ne sont pas totalement compensées par des installations. Auvergne-Rhône-Alpes subit une évolution analogue (-1,5%/2017) ; là aussi le renouvellement des générations reste un enjeu majeur pour le maintien de la production. Le Centre affiche une hausse de +5%/2017 des livreurs, tandis que l'Occitanie évolue aussi de +1%. Ces progressions, rajoutées à celles des petites régions de l'Est et du Nord-Est (+5%), sont à l'origine de l'augmentation du nombre national de livreurs.



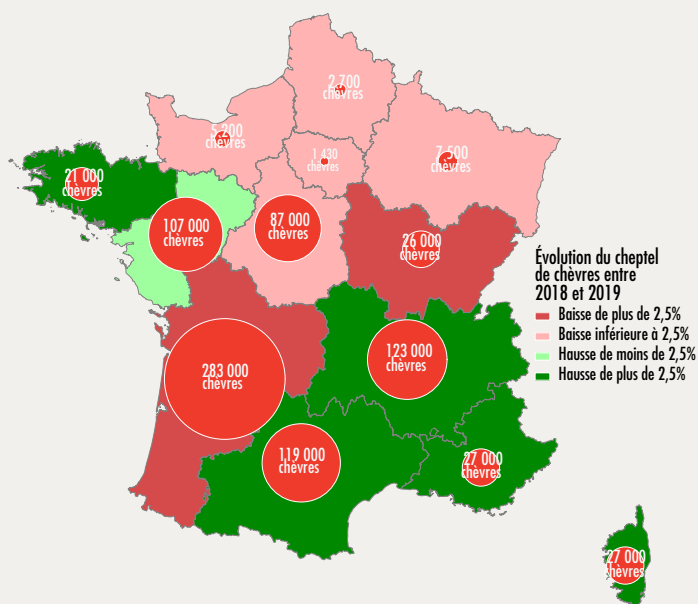
CHEPTTEL ET PRODUCTIVITÉ

RÉSULTATS DES PRINCIPALES RACES CAPRINES AU CONTRÔLE LAITIER EN 2019

Races	% des lactations	durée de lactation (jours)	Kg de lait	TP g/kg	TB g/kg
Alpine	60%	315	949	33,6	38,1
Saanen	36%	326	999	32,6	36,5
Croisée	3%	310	871	33	37,6
Ensemble	249 579	318	963	33,2	37,5

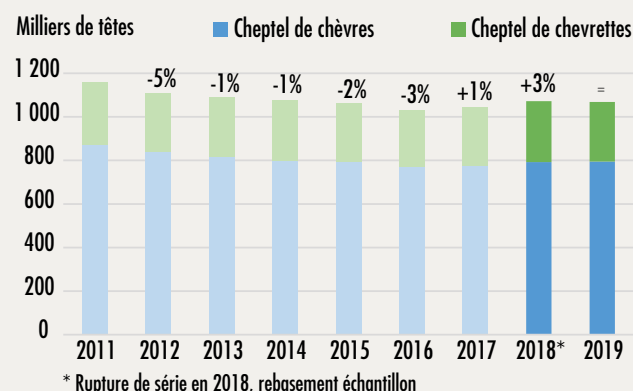
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FCEL

ÉVOLUTION DU CHEPTTEL DE CHÈVRES EN FRANCE



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articoque
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agreste SSP

ÉVOLUTION DU CHEPTTEL DE CHÈVRES ET DE CHEVRETTES EN FRANCE



Source : Enquête GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP - Enquête cheptel

Amélioration de la composition du lait de chèvre

Environ 1 500 élevages ont été suivis au contrôle laitier en 2019, pour un peu moins de 250 000 lactations qualifiées. Le rendement laitier des chèvres contrôlées, à 963 kg (935 litres), s'est stabilisé après avoir progressé de +1,2% en 2018. En revanche, la composition du lait a progressé. Cette amélioration s'explique par un effet de concentration des taux, après le difficile démarrage des lactations au premier semestre 2019. En effet, la campagne de reproduction avait été marquée par la canicule et les sécheresses de 2018.

La race Alpine, avec 60% des lactations suivies par le Contrôle laitier, a amélioré ses performances en 2019. Elle a produit en moyenne 943 kg (+1%) de lait en 315 jours (+1%), avec un TP de 33,6 g/kg et un TB de 38,1 g/kg (des taux en évolution de +1%). Plus productives, les chèvres Saanen affichent une légère réduction de leur durée lactation et de leur production, à 999 kg (-1%) produits en 330 jours (-1,2%). La composition de leur lait est en revanche moins riche que celui des Alpines, avec 32,6 g/kg pour le TP et 38,1 g/kg pour le TB.

Le cheptel national reste stable...

À près d'1,1 million de têtes en novembre 2019, le cheptel de reproductrices (chèvres et chevrettes saillies) n'a pas subi d'évolution majeure par rapport à l'année précédente, selon l'enquête cheptel SSP. Une légère hausse du nombre de chèvres (+2 000 têtes, soit +0,5%) a permis de compenser la baisse du nombre de chevrettes (-6 000 têtes, soit -2%).

La taille moyenne des troupeaux s'est sensiblement étoffée (+5 têtes à 207 chèvres et chevrettes/élevage). La conjoncture laitière favorable et le développement des lactations longues ont probablement incité les éleveurs à moins réformer. De plus, les laiteries communiquent sur la difficulté qu'elles rencontrent à s'approvisionner en lait « origine France », dans un contexte où la collecte chez nos voisins est à la baisse. Ainsi, les conditions du marché en début d'année 2020 laissent entrevoir la possibilité d'une forte augmentation de la demande de lait collecté, et donc des effectifs caprins.

... mais Nouvelle-Aquitaine perd des effectifs

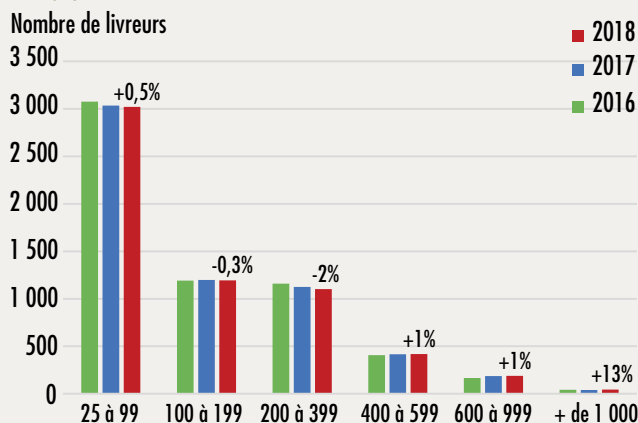
Cette stabilité du cheptel national cache des évolutions contrastées selon les régions. En 2019, les effectifs de chèvres ont reculé en Nouvelle-Aquitaine, une région où le nombre de livreurs et de lait collecté affiche une tendance légèrement à la baisse, symptôme des arrêts d'activité. Cette baisse concerne également les petits bassins laitiers situés au nord de la France, mais est peu significative. À l'inverse, des régions en plein essor d'activité caprine, comme la Corse et la Bretagne, affichent une progression importante (+10%/2018), mais pèsent encore peu dans le cheptel national. Enfin, Occitanie et Auvergne-Rhône-Alpes, deux bassins à profil mixte, ont vu leurs effectifs progresser de +5 000 (+2%) et +4 000 (+6%) chèvres respectivement de plus en 2019.



2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

CHEPTTEL ET PRODUCTIVITÉ

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS PAR TAILLE DE TROUPEAU EN 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après BDN

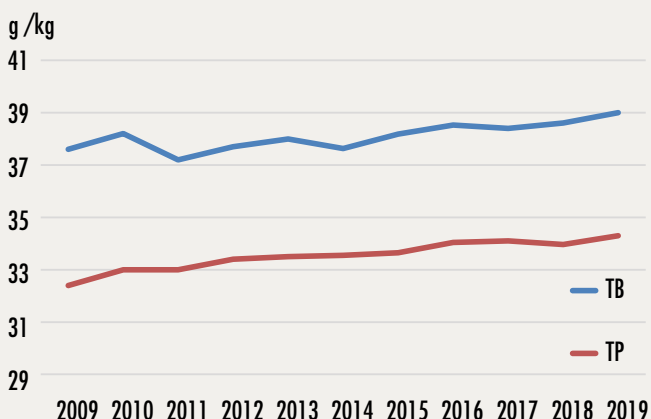
PRIX DU LAIT

PRIX DE BASE ET PRIX MOYENS PONDÉRÉS, PAR ZONE

euros / 1 000 litres	Centre - Ouest	Centre	Sud - Ouest	Sud - Est	France
Prix de base 2019 (35 MG / 30 MP)	653	674	666	655	658
<i>Evolution 2019/2018</i>	0,9%	1,0%	1,3%	0,8%	1,0%
Prix moyen 2019	710	758	716	731	720
<i>Evolution 2019/2018</i>	1,8%	1,8%	1,9%	1,9%	1,9%
Ecart prix moyen printemps/hiver 2019	197	220	206	247	206
<i>Evolution 2019/2018</i>	+1,0%	-0,5%	+2,0%	-6,4%	+0,5%

Source : Enquête prix du lait GEB-Institut de l'Élevage

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU LAIT DE CHÈVRE



Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage (sur 90% de la collecte nationale)

Régression du nombre de petits livreurs

Selon les données de la BDN, on dénombrait un peu moins de 6 000 exploitations professionnelles (détenant plus de 25 chèvres) en 2018. La tendance baissière observée les années précédentes semble se stabiliser (-1%/2017), probablement enrayée par la conjoncture laitière positive.

Le nombre d'exploitations à plus faible effectif n'a pas évolué en 2018. Cette évolution pourrait s'expliquer par le dynamisme du secteur caprin fermier, dont les estimations laissent entrevoir une évolution positive, malgré la difficulté à la chiffrer. Les installations auraient pu en compenser les cessations d'activité.

D'un autre côté, la tendance à l'agrandissement du cheptel, observée depuis plusieurs années se poursuit, avec la réduction du nombre de livreurs détenant entre 200 et 499 chèvres (-2%/2017). Ayant pour objectif de répondre à une demande croissante en lait de chèvre, les éleveurs qui ont agrandi leur cheptel ont participé à l'augmentation des catégories à plus grand effectif.

Légère progression du prix de lait de chèvre

Le prix du lait de chèvre a connu une nouvelle progression en 2019, sous l'effet de la hausse du prix de base et de l'amélioration de sa composition. La moyenne annuelle nationale du prix de base (à la composition standard de 35 MG et 30 MP en vigueur au 1^{er} janvier 2015), a progressé de +1%/2018, à 658 €/1 000 litres. Il est le plus élevé dans le bassin du Centre (674 €/1 000 litres, soit +1%/2018), suivi du Sud-Ouest (666 €/1 000 litres, soit +1,3%/2018).

Le prix moyen a progressé quant à lui de 14 €, à 720 €/1 000 litres (1,9%/2018). Le lait de chèvre a été mieux payé dans la région Centre où la part de lait AOP est la plus élevée, à 758 €/1 000 litres, contre 710 € pour le Centre-Ouest.

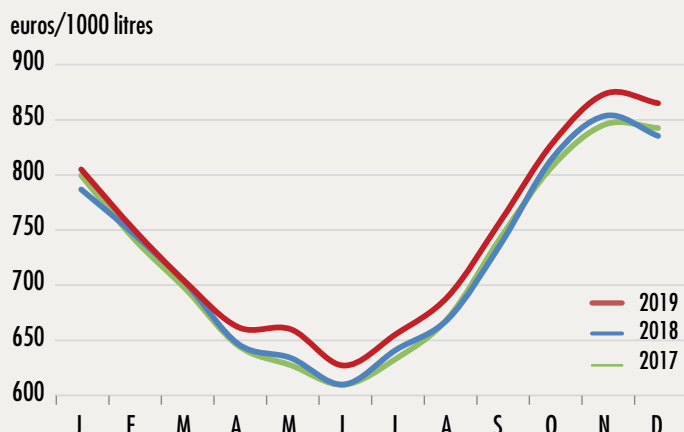
Amélioration des taux en 2019

La composition du lait de chèvre s'est stabilisée en 2019. Les taux ont d'abord évolué très positivement en début d'année, dans toutes les régions. Au 3^{ème} trimestre, le taux butyreux avait gagné 0,3 g/l et le taux protéique 0,4 g/l par rapport aux niveaux de 2018, boostés par un « effet de concentration » suite aux épisodes climatiques de fin 2018 et début 2019. Cependant, le 4^{ème} trimestre signe la fin de cette lancée : le taux butyreux n'a pas évolué par rapport à la même période en 2018, et s'élève désormais à 41,8 g/l, alors que le taux protéique a gagné 0,1 g/l, pour atteindre 36,7 g/l.

La moyenne annuelle nationale reste toutefois en progression par rapport à 2018, le taux butyreux s'est établi à 39 g/l, en progression de 0,4 g/l. Le taux protéique a pour sa part grimpé de 0,4 g/l dans toutes les régions, atteignant 34,3 g/l (moyenne nationale). Ainsi, les taux poursuivent leur progression depuis 2015.

PRIX DU LAIT

PRIX MOYEN PAYÉ DU LAIT DE CHÈVRE EN FRANCE



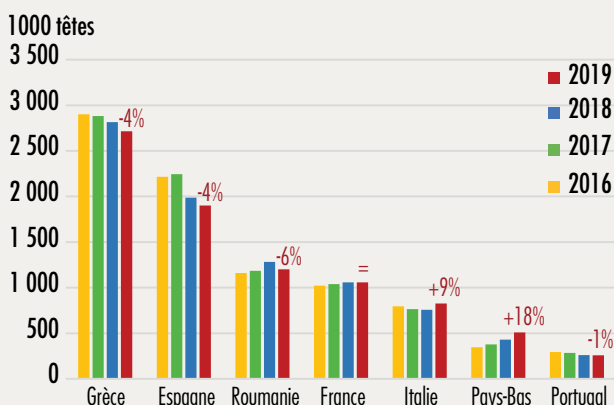
Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage (sur 90% de la collecte nationale)

Une nette évolution des prix payés

Sur l'ensemble de l'année 2019, le prix payé aux producteurs français a atteint les 720 €/1 000 litres en moyenne, gagnant 14 €/2018 (+2%). Au 3^{ème} trimestre 2019, le prix du lait de chèvre payé au producteur était de 848 €/1 000 litres, soit +2,6% de plus qu'en 2018, face à l'incertitude de la reprise de la collecte française ou à la difficulté de trouver la ressource laitière chez nos voisins. Mais au 4^{ème} trimestre, avec la confirmation de la reprise de la collecte nationale et la stabilisation des taux, l'évolution des prix moyens s'est légèrement estompée par rapport au reste de l'année, se maintenant toutefois en franche évolution par rapport à 2018, à 848 €/1 000 litres (+1,7%/2018, soit +13 €). L'évolution de la composition du lait et la révision à la hausse du prix de base sont à l'origine de cette progression. Les modifications des grilles de paiement appliquées par certaines entreprises ont boosté les prix de fin d'année, période de taux élevés.

PRODUCTION EN EUROPE

ÉVOLUTION DU CHEPTEL DE FEMELLES (CHÈVRES ET CHEVRETTES) DANS L'UNION EUROPÉENNE



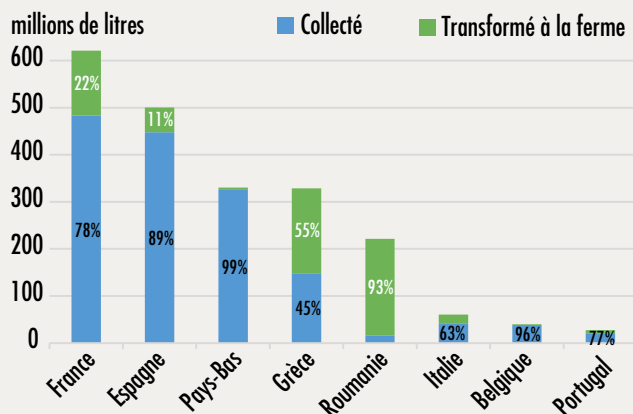
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Une baisse du cheptel européen sauf en Italie et aux Pays-Bas

Le cheptel européen (UE-28) de chèvres et de chevrettes saillies s'est à nouveau légèrement contracté (-1%/2018) en-dessous des 9 millions de têtes.

À 2,7 millions de chèvres, la Grèce poursuit la forte érosion de son cheptel (-100 000 têtes), suite à l'arrêt d'un nombre important d'exploitations caprines, par la difficile relève intergénérationnelle et les difficultés d'accès des produits de la filière aux circuits de transformation et commercialisation nationaux. Ces mêmes problématiques affectent l'Espagne et la Roumanie, qui voient leurs effectifs caprins reculer de 90 et 80 milliers de têtes à respectivement 1,9 et 1,2 million de chèvres. L'Espagne sort d'ailleurs d'une phase de récession des prix qui a durement frappé ses éleveurs. La forte demande française et chinoise de lait de chèvre encourage les élevages néerlandais à agrandir leur troupeau. En Italie, c'est plutôt la forte demande intérieure en fromages qui dynamise la production et croissance du cheptel. Toutefois le bond de +9% en un an pourrait aussi s'expliquer par un rebasement des effectifs opéré par les services statistiques italiens.

PRODUCTION ET COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE CHEZ LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS EUROPÉENS EN 2018



Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

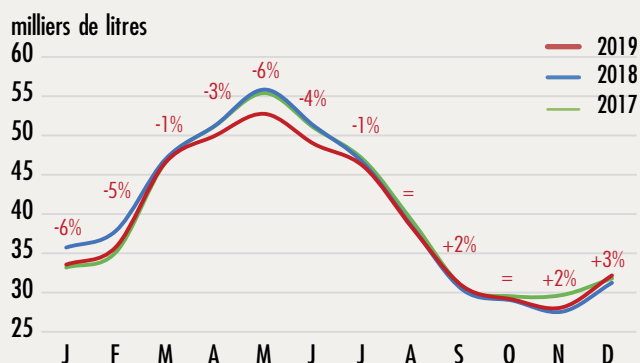
30% de la production européenne transformés à la ferme

Dans l'UE à 28, la production de lait de chèvre avait progressé de +1%/2017, à 2,35 milliards de litres en 2018. 70% du lait de chèvre était collecté et 30% du lait transformé à la ferme dans les pays ayant une tradition fermière (France, Espagne, Grèce, Roumanie et Italie). Avec une progression de +2,6% sur la collecte d'une année sur l'autre, la France est restée le premier producteur et collecteur européen de lait de chèvre en 2018. L'Espagne suit de près, affaiblie par une collecte en baisse mais avec une proportion de la production fermière en progression (+35 millions de litres d'une année sur l'autre). Cette hausse pourrait être attribuée à l'amélioration de la fiabilité des sources des données mais aussi à l'essor du marché des fromages fermiers en Espagne. Les Pays-Bas, avec un profil presque totalement livreur, devancent de peu la production grecque, frappée par l'érosion tendancielle de son cheptel. En Grèce et en Roumanie, où la majorité de la production laitière est transformée à la ferme, la collecte demeure marginale. Les filières organisées peinent à se développer faute de circuits de distribution et commercialisation organisés.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

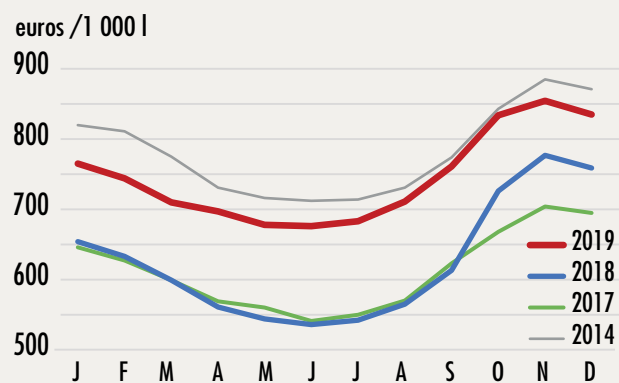
PRODUCTION EN EUROPE

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



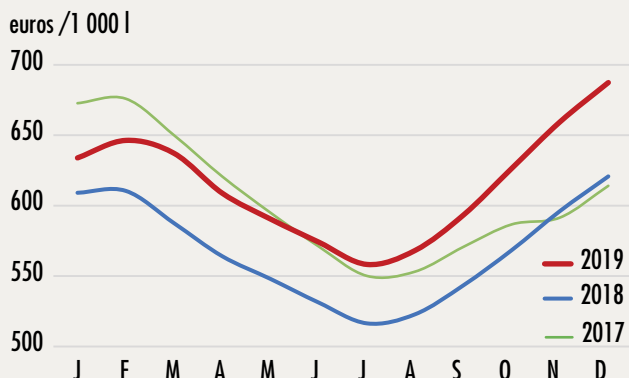
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEAGA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Geiten Houderij

La collecte s'érode en Espagne

Malgré un redressement du prix du lait, la collecte espagnole de lait de chèvre a reculé de 10 millions de litres en un an, à 471 millions de litres en 2019 selon le FEAGA, (-2% /2018). Tout comme en France, la collecte a mis du temps à démarrer début 2019, marquée par l'impact de l'épisode climatique de l'été. Après un 1^{er} trimestre en recul (-4% /2018), elle a réduit cet écart au fur et à mesure, avec un pic de production en juin, à 49 millions de litres. Les conditions météorologiques de l'automne ont favorisé une progression en fin d'année.

En 2019, l'Andalousie, première Autonomie laitière avec 45% de la collecte nationale, a subi une baisse de collecte équivalente à la totalité de la baisse de la collecte nationale (-10 millions de litres soit -5% /2018). Les Autonomies de Castilla-La Mancha et Murcia, responsables respectivement de 17% et 12% de la collecte nationale, ont subi de plus légères régressions (-2% et -1% par rapport à 2018).

Remontée du prix de lait de chèvre en Espagne

Le prix du lait de chèvre payé en Espagne présente une volatilité bien plus élevée qu'en France, dans un marché où le prix est piloté par le prix du lait de vache (compte tenu de la tradition espagnole fromagère de mélange) et par la demande française en lait de chèvre. Le prix avait atteint des sommets en 2014, à 772 € les 1 000 litres (soit près de 100 € de plus qu'en France). Il s'est ensuite effondré à 635 € en 2015, et est resté relativement bas jusqu'au 4^{ème} trimestre 2018, ce qui s'est traduit par une baisse de la collecte dans certaines Autonomies, suite à des nombreuses cessations d'activité. Cependant, ce ralentissement a fait chuter les disponibilités (et les exportations) espagnoles, et le prix du lait de chèvre s'est progressivement redressé en 2019. Avec un prix moyen pondéré annuel de 734 €/1 000 litres en 2019, il se trouve -38 € en dessous des niveaux atteints en 2014 (772 €/1 000 litres). Cela aurait dû pouvoir relancer la production laitière espagnole en 2020, avant la crise du Coronavirus.

Tendance haussière aux Pays-Bas

Le prix du lait de chèvre néerlandais, historiquement plus bas qu'en France, a amorcé une convergence vers le prix français. Compte tenu des liens étroits entre la filière caprine néerlandaise et les transformateurs français, la baisse d'approvisionnement en France a tiré les prix du lait de chèvre aux Pays-Bas. En 2019, la moyenne annuelle est ainsi +6% supérieure à celle de l'année précédente, à 613 € les 1 000 litres (soit -4% inférieur au prix espagnol).

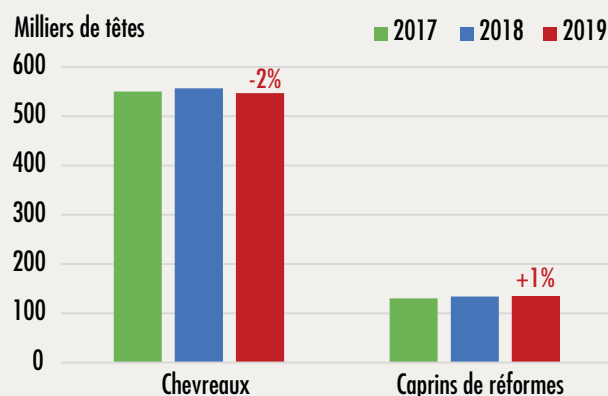
Les mesures législatives prises par certaines provinces néerlandaises pour stopper l'installation et l'agrandissement des troupeaux caprins, le « *geitenstop* », devraient davantage tendre le marché néerlandais. En effet, dans un contexte de ralentissement de collecte espagnole et de forte demande en poudre de lait infantile, le prix néerlandais de lait de chèvre devrait évoluer positivement en 2020 et se rapprocher du prix du lait français. En tous cas, telles étaient les perspectives d'avant le confinement.



2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

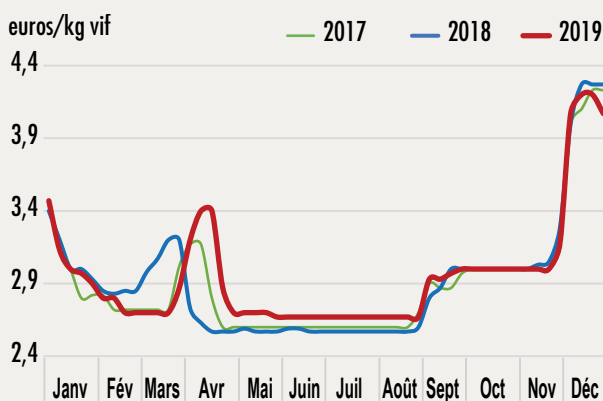
VIANDE CAPRINE

ÉVOLUTION DES ABATTAGES DE CAPRINS EN FRANCE



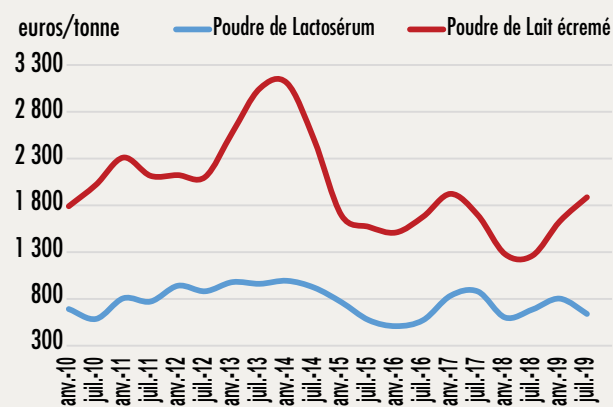
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP

ÉVOLUTION DES COURS DU CHEVREAU VIF



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX DES PRINCIPAUX ALIMENTS D'ENGRASSEMENT



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ATLA

Moins de chevreaux, plus de réformes

À 6 250 têtes, la production française de viande caprine a progressé de +1% en 2019 (+100 têtes /2018). Les abattages de chevreaux (80% des effectifs de caprins abattus mais 52% des volumes produits) ont notamment diminué de -2% en effectifs, mais ont progressé en volume de viande de +1% d'une année sur l'autre, grâce à l'augmentation des poids moyens (à un peu moins 6 kgéc, soit une hausse de presque +3% /2018). D'une part, le démarrage compliqué de la saison reproductive à l'automne 2018 et le développement des lactations longues peuvent expliquer la baisse des effectifs de chevreaux engraisés. D'autre part, la date tardive de Pâques a occasionné un allongement des durées d'engraissement des animaux, ce qui explique l'évolution des poids.

À l'inverse, les abattages de chèvres de réforme ont légèrement progressé. À 3 000 têtes, la production nationale de viande a progressé de +2% /2018, grâce aussi à la hausse des poids moyens (+1,4% /2018 à 22,5 kgéc). Mais la hausse des abattages de réformes devrait peu durer : la conjoncture laitière favorable est à l'origine d'un phénomène de rétention des chèvres qui devrait s'exprimer pleinement en 2020.

Bonne tenue des cours en 2019

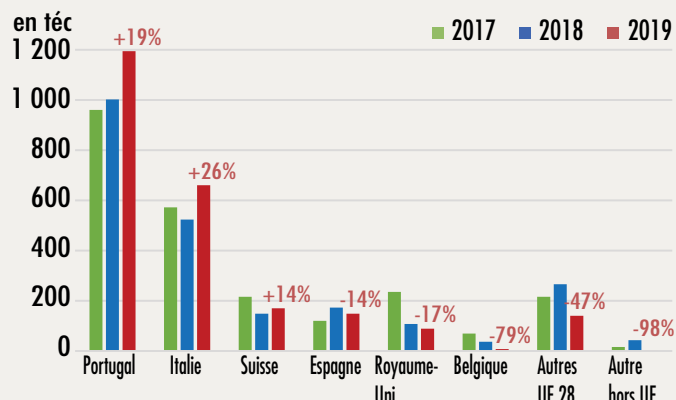
Le cours moyen annuel du chevreau se situe +2% au-dessus de celui de 2018. Dès la période de Pâques jusqu'en septembre, il a évolué très positivement par rapport à 2018 (3,40 €/kg pendant les deux semaines précédant Pâques en 2019, contre 3,20 €/kg en 2018). Ce premier pic a été légèrement décalé par un effet « calendrier » : en 2019 Pâques qui tombait la troisième semaine d'avril, soit deux semaines plus tard qu'en 2018, a repoussé d'autant les abattages pour la campagne pascale. Fin septembre, l'évolution du prix payé sortie abattoir a amorcé sa hausse saisonnière, se plaçant à des niveaux équivalents à ceux des années passées. Finalement, la campagne de Noël s'est déroulée à des prix légèrement en dessous des niveaux de 2018, atteignant 4,20 €/kg pendant les deux semaines de Noël en 2019, contre 4,27 €/kg en 2018. Cependant, l'absence de stocks de viande congelée avait permis le maintien des prix début 2020.

Évolution contrastée des principaux aliments d'engraissement

Le prix de la poudre maigre, l'un des principaux composants des aliments d'engraissement a poursuivi sa hausse entamée mi-2018. Fin 2019, le cours de la poudre de lait écrémé atteint ainsi les 2 480 €/t. D'un autre côté, le prix de la poudre de lactosérum, qui pèse aussi lourd dans l'engraissement des chevreaux, a peu varié d'une année sur l'autre, (+2% à 708 €/t). En légère baisse au 1^{er} semestre, il s'est redressé ensuite au 2nd semestre. Malgré cette hausse, fin 2019, la cotation se trouve à 708 €/t, un niveau pas vu depuis 2015.

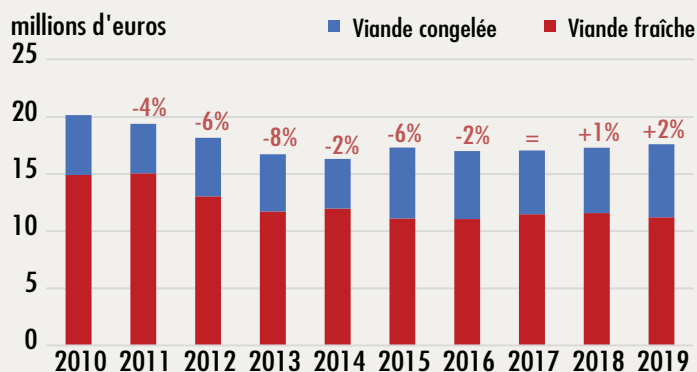
Le renchérissement des aliments d'engraissement a pénalisé les résultats des engraisseurs en 2019.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE PAR DESTINATION



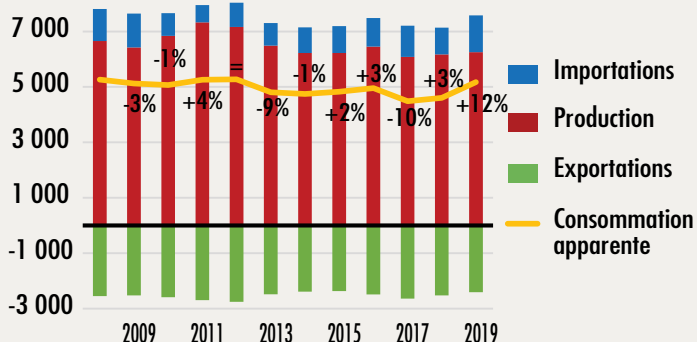
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN DE CONSOMMATION DE VIANDE CAPRINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Agreste

L'Italie reprend ses importations françaises de viande caprine

À un peu plus de 2 400 tés, soit près de 38% de la production française, les exportations françaises de viande caprine ont reflué de 100 tés pour la 2^{ème} année consécutive (-4% /2018). La baisse de production semble expliquer ce recul.

Après 8 ans de repli, les exportations vers l'Italie, un marché historique, ont rebondi en 2019, à 660 tés (+26% /2018), et représentent 28% des exportations françaises. Le Portugal reste pour la 3^{ème} année consécutive le premier débouché avec un peu moins de 1 200 tés (+19% /2018), soit la moitié des expéditions totales. Les envois vers la Suisse ont repris après une année de légère baisse, à 170 tés. Ce débouché représente 7% des exportations françaises de viande caprine. Les expéditions vers l'Espagne ont reculé de -14%, suite à la progression de sa propre production, et des exportations allemandes de viande caprine.

Un chiffre d'affaires en progression

À 17,6 millions d'euros, le chiffre d'affaires de l'export de viande caprine s'est apprécié de près de +2%, à +300 000 euros.

C'est notamment l'évolution du type d'importations portugaises de viande caprine française qui en est à l'origine. En effet, le marché portugais a longtemps été considéré comme un marché de dégageant de viande congelée, vendue à un prix inférieur à celui de la viande fraîche. Cependant, depuis quelques années, le Portugal importe de plus en plus de viande fraîche, à plus grande valeur. Ainsi, d'une année à l'autre, la valeur des exportations françaises vers le Portugal a bondi de +12%, et la viande fraîche représente désormais près de la moitié de ces volumes (48% en 2019, contre 30% en 2016 !).

La reprise des exportations vers l'Italie explique aussi cette légère évolution de la valeur des expéditions françaises de viande caprine : si l'Italie occupe la deuxième place en volumes, le prix moyen de la viande fraîche est 16% supérieur à celui vendu au Portugal, et 5% supérieur pour la viande congelée.

Des importations en forte hausse

Les importations françaises de viande caprine ont bondi de près de +38% d'une année sur l'autre, soit +360 tés, à 1 330 tés. L'Espagne, premier fournisseur de viande caprine, a multiplié ses expéditions de viande fraîche par trois et de viande congelée par sept, à respectivement 150 tés et 550 tés en 2019.

La consommation apparente a progressé fortement en 2019

Calculée par bilan, la consommation de viande caprine aurait fortement progressé en France, à près de 5 200 tés (soit +12% /2018). La demande française a été plutôt bonne pendant les fêtes et a absorbé une part importante des volumes de production. Néanmoins, et malgré les efforts de la filière pour développer la consommation nationale, la commercialisation reste laborieuse à l'intersaison, à cause notamment de la forte saisonnalité des disponibilités en rayon.

Avec peu, voire pas de congélation en fin d'année, le marché de la viande de chevreau semblait bien orienté à l'approche de Pâques, avant la pandémie de Covid-19. Cependant, la crise sanitaire est marquée par de nombreuses annulations de commandes, une situation sanitaire qui devrait déboucher sur la constitution de stocks en congélation.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Stabilisation des revenus en 2019

En 2019, l'évolution des revenus moyens a été comprise entre -2% et +3% suivant les systèmes. Les hausses des produits et des charges se sont neutralisées. L'augmentation de la recette laitière, grâce principalement à des livraisons en hausse et un prix du lait qui gagne quelques euros, a été gommée par la progression quasi-équivalente de l'ensemble des postes de charges. La hausse du prix des aliments achetés et, pour certains élevages, les achats supplémentaires destinés à pallier les effets de la sécheresse ont contribué à l'augmentation des charges opérationnelles.

Côté cultures, les prix de vente sont en retrait et, si les rendements des céréales à paille ont été bons, ceux du colza et des cultures de printemps ont été pénalisés par la sécheresse. Le produit bovins viande est également très stable avec de petites évolutions de prix contrastées entre les différentes catégories d'animaux et les races.

ESTIMATION DES REVENUS 2019

Des revenus moyens plutôt compris entre 25 000 et 30 000 €/UMO

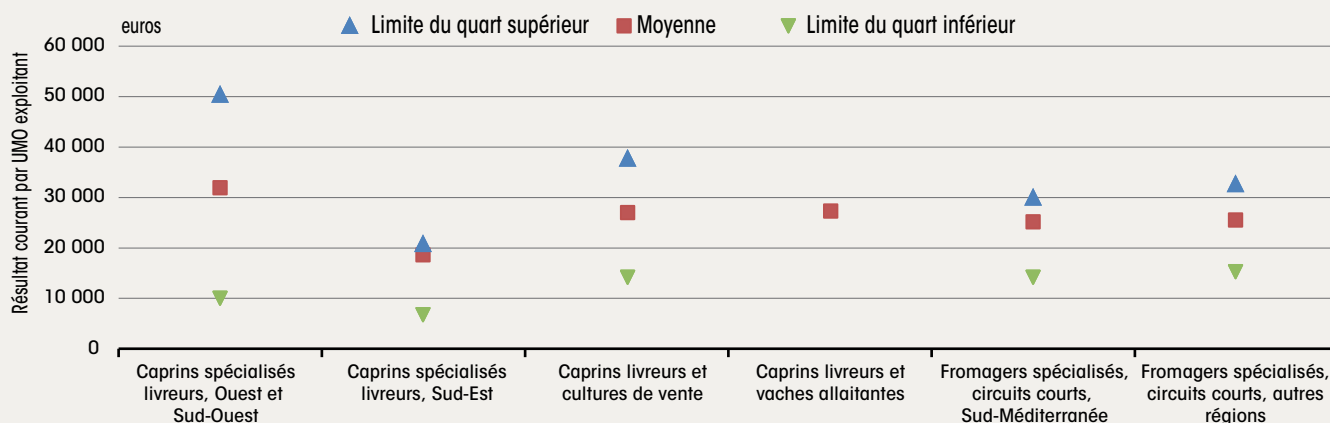
En 2019, le résultat courant (RC) moyen des livreurs spécialisés de l'Ouest et du Sud-Ouest s'établirait à 32 000 €/UMO exploitant alors que celui des livreurs spécialisés du Sud-Est atteindrait près de 19 000 €/UMO exploitant. Les résultats courants (RC) moyens des systèmes mixtes, en retrait, s'établiraient à 27 000 €/UMO exploitant. Celui des fromagers fermiers s'afficherait à 25 000 €/UMO exploitant, quelle que soit la région.

Les écarts de revenu restent importants entre les exploitations d'un même système, de 2 à 5 suivant les orientations. Comme

tous les ans, la dimension, l'efficacité technico économique et les investissements récents expliquent les écarts de revenu. En 2019, avec un prix des aliments achetés qui progresse en moyenne de 3,2%, l'autonomie et l'efficacité alimentaires sont déterminantes dans la variabilité des revenus observés. La part et la nature des cultures de vente, l'équilibre entre les ateliers caprins et bovins viande expliquent aussi la variabilité des revenus observée dans les systèmes mixtes. Enfin, 2019 est l'année de l'entrée en vigueur du nouveau zonage des ICHN qui bénéficie à un certain nombre d'exploitations tandis que d'autres, amenées à sortir du dispositif, ont perçu une dotation 2019 amputée de 20%.

RÉSULTATS COURANTS 2019

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage caprins et variabilité intra-système en 2019.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

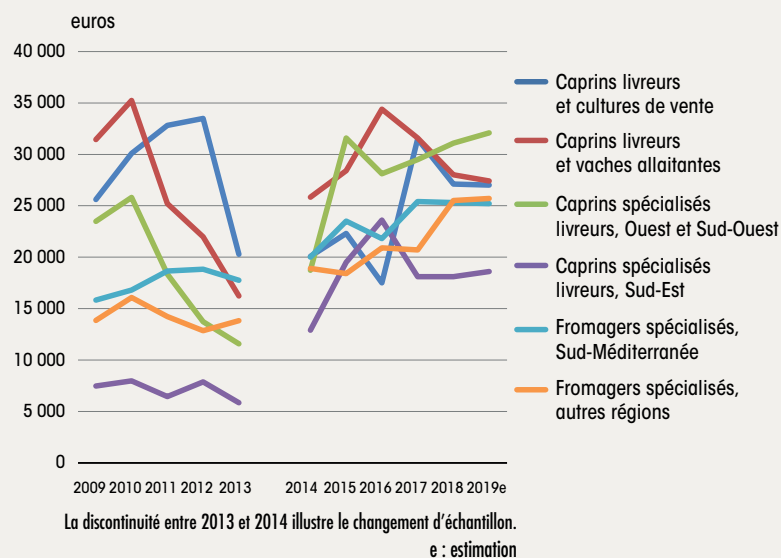
Stabilité des revenus malgré la meilleure conjoncture caprine

Le revenu des livreurs spécialisés qui s'était redressé depuis 2014 après 3 années de crise, voit sa progression stoppée par la hausse des charges, hausse accentuée par la sécheresse dans le Sud-Est.

Le revenu des systèmes « livreurs et cultures de vente », pénalisé en 2018 par des rendements aléatoires, se maintient tout juste, avec une conjoncture 2019 moins favorable pour les prix et contrastée pour les rendements. Après avoir pleinement bénéficié de l'envolée des cours des céréales avant 2013, ces systèmes enregistraient depuis une succession de baisses du revenu, fortement accentuée en 2016 sous l'effet conjugué des mauvais rendements et des prix alors toujours peu élevés.

Le revenu des fromagers fermiers du Sud-Méditerranée est impacté par la sécheresse. Avec une demande toujours aussi forte et un revenu qui représente en moyenne 32% du produit de l'exploitation contre 13% pour les livreurs spécialisés, les fromagers restent malgré tout moins sensibles aux aléas de la conjoncture que les livreurs.

RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES CAPRINS

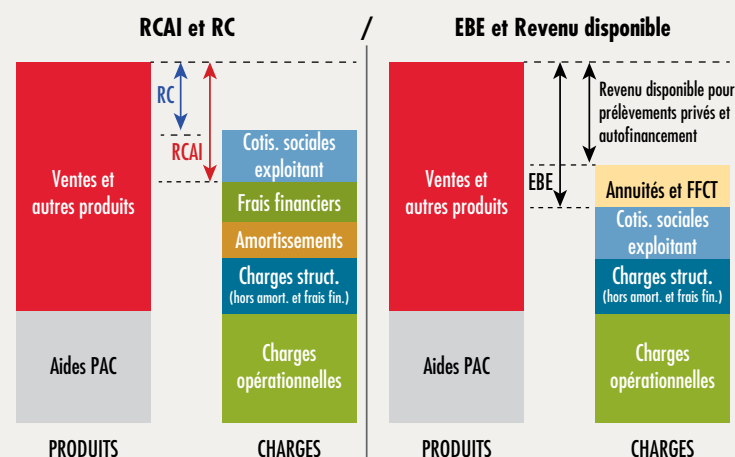


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2019

Les estimations des revenus 2019 sont établies à partir d'un panel de 143 exploitations caprines suivies dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne. Mais la variabilité de leur efficacité économique et des revenus reste forte. Les estimations sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2018 (main-d'œuvre, surface, cheptel, endettement...). Des indices de prix et de volumes sont appliqués sur les postes de produits et de charges de l'année 2018. L'estimation concerne le résultat courant (RC). Ce résultat, issu d'une approche comptable, prend en compte les amortissements et les frais financiers. Il est différent du revenu disponible calculé selon l'approche « trésorerie » (cf. graphique ci-contre).

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2018

(Résultats constatés)

	LIVREURS SPÉCIALISÉS OUEST ET SUD-OUEST	LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST	LIVREURS ET CULTURES DE VENTE	LIVREURS ET VACHES ALLAITANTES	FROMAGERS SUD-MÉDITERRANÉE	FROMAGERS AUTRES RÉGIONS
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	24	16	17	10	44	32
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	60 800	45 300	59 000	58 000	31 700	39 100
ANNUITÉS SUR EBE (%)	49%	43%	45%	44%	11%	29%
RCAl (€/UMO EXPLOITANT)	41 900	24 300	36 100	36 200	29 400	36 600
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	31 100	18 100	27 100	28 000	25 300	25 500
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	32 100	25 700	31 600	32 200	28 100	26 400

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS OUEST ET SUD-OUEST

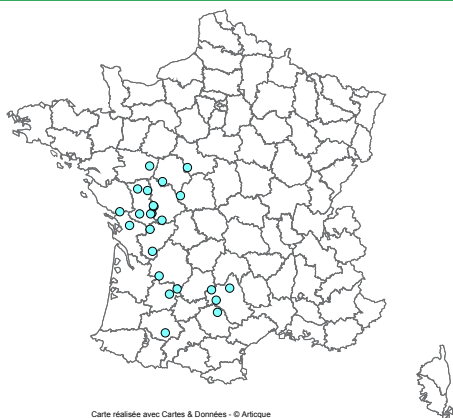
Un revenu juste stable malgré la hausse du produit caprin



DONNÉES REPÈRES

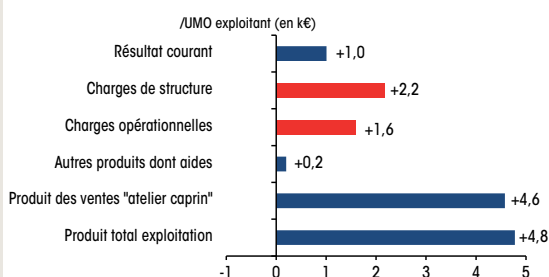
- 2,2 UMO totales dont 1,4 UMO exploitant
- 59 ha de SAU dont 35 ha de SFP
- 324 chèvres et 295 100 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

La légère hausse du prix du lait et la petite progression des livraisons ont permis une amélioration du produit caprin. Mais en parallèle, les charges, en particulier celles liées aux achats d'aliments ont à nouveau augmenté, freinant freinant l'amélioration du revenu.

Progression des livraisons depuis 2014

Sur les cinq dernières années, les livraisons de lait ont augmenté de 39 000 litres (+17 000 l/UMO). Cette hausse des livraisons s'explique à la fois par un agrandissement de la taille des cheptels (+11 chèvres) et une constante amélioration des performances par chèvre (+60 litres par chèvre). En parallèle, la SAU est restée stable avec une progression de la surface fourragère pour faire face à l'augmentation du troupeau. Si les livraisons augmentent régulièrement, la taille des cheptels est plus stable depuis 2016.

Évolution modérée des livraisons et hausse des charges en 2019

Le prix du lait a davantage progressé qu'en 2018 (de +1,8% à +1,9% suivant les régions) essentiellement grâce à l'amélioration des taux. À l'exception de quelques grands projets en cours de constitution, l'augmentation de la taille des troupeaux est restée modérée. Les performances des troupeaux varient selon le système alimentaire, elles ont progressé lentement en moyenne.

Le printemps a permis de bonnes récoltes d'herbe (volume et qualité). La distribution de ces enrubbages ou foins 2019 a amélioré la production laitière. Mais les épisodes de canicules de juin et juillet sont venus perturber cette amélioration. Ces fortes chaleurs ont aussi impacté la reproduction dans certains élevages et provoqué des retards dans les mises bas. La sécheresse estivale a écourté l'affouragement en vert comme le pâturage et a ensuite pénalisé les repousses.

Les charges opérationnelles, en particulier les charges d'aliments achetés, ont augmenté plus fortement que l'année précédente. Les systèmes les moins autonomes ont été les plus impactés. Les charges de structure poursuivent inexorablement leur progression.

Plusieurs trajectoires possibles pour dégager un revenu

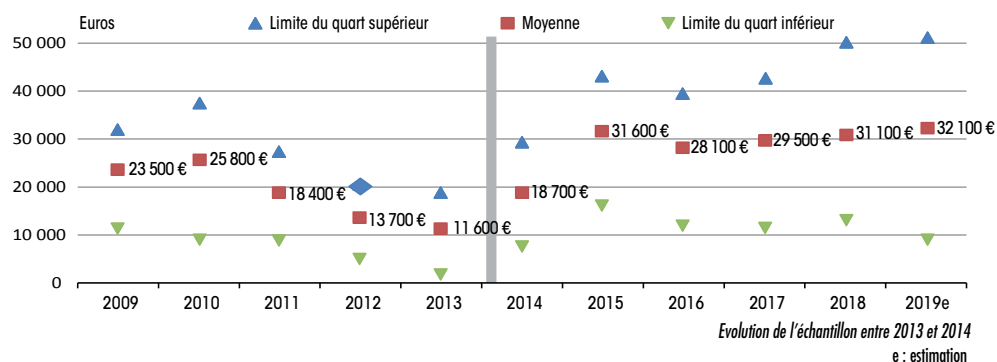
En 2019 avec un produit d'exploitation qui a progressé de 2,3% et des charges en hausse de 1,9%, le revenu des élevages spécialisés de l'Ouest et du Sud-Ouest atteindrait en moyenne 32 100 €/UMO. C'est dans ce groupe que la variabilité des revenus est la plus forte. Parmi les élevages du quart supérieur qui dégagent au moins 50 000 €/UMO, on distingue deux types : ceux avec une forte productivité du travail et ceux de dimension plus modestes mais très efficaces. Ces élevages ont en commun des investissements maîtrisés.

Depuis 10 ans, un revenu du simple au triple selon la conjoncture

Sur les dix dernières années, la variabilité des revenus est impressionnante, avec une diminution des revenus de 2010 à 2013 pendant la crise caprine, un redémarrage difficile et une amélioration sensible à partir de 2015. En parallèle, les fluctuations du prix des intrants et les aléas climatiques qui impactent à la fois la quantité et la qualité des fourrages sont également venus perturber les résultats.

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST

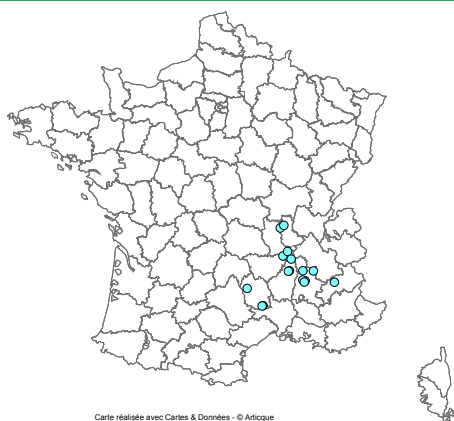
La sécheresse a amputé le résultat



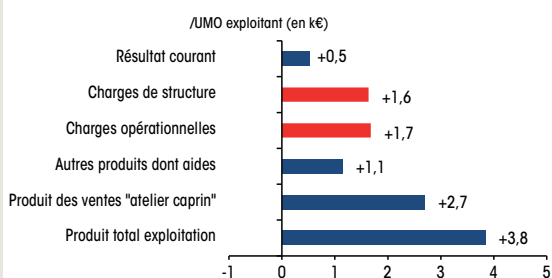
DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 54 ha de SAU dont 44 ha de SFP
- 227 chèvres et 1 67 800 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 16 EXPLOITATIONS



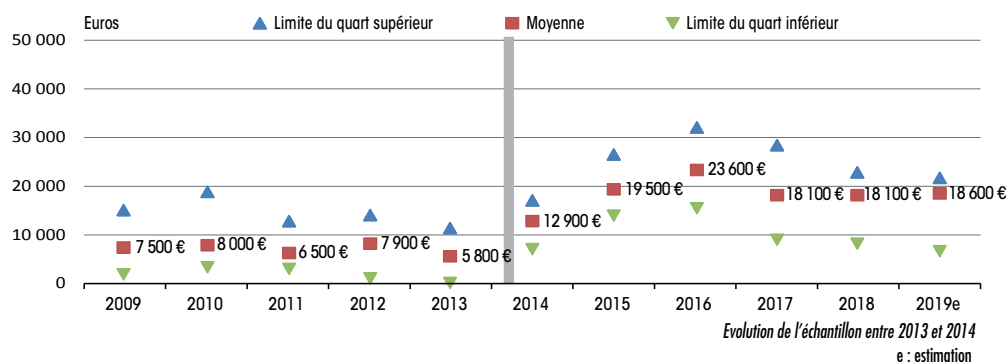
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2019, le revenu de ces exploitations s'est un peu amélioré mais l'augmentation du produit caprin est pénalisée par l'augmentation des charges, accentuée par la sécheresse sur certains secteurs.

Agrandissement des troupeaux depuis 2014

Sur les cinq dernières années, les livraisons de lait ont augmenté de 16 000 litres (+9 400 l/UMO totales). Cette hausse des livraisons s'explique par l'agrandissement de la taille des cheptels (+29 chèvres), les performances par chèvre s'étant plutôt érodées sur la période. En parallèle, la SAU a progressé très modérément tandis que, les achats de fourrages ont doublé même si cette évolution masque de fortes fluctuations selon les années et l'intensité des sécheresses.

Une production fourragère hétérogène en 2019

La taille des troupeaux a continué à progresser avec la demande des laiteries. La reprise d'état et le début des lactations 2019 ont été pénalisés par la qualité moyenne des fourrages 2018. L'introduction des fourrages 2019 a permis d'améliorer la situation et la canicule semble avoir eu peu d'impact sur la production.

En Gard-Hérault et Drôme, les foins étaient de meilleure qualité que l'année précédente grâce à des fauches précoces. En revanche dans la Loire et sur le plateau ardéchois, les conditions climatiques n'ont pas été favorables au printemps. Suivant les zones, il manque un tiers voire plus de foin sur les prairies naturelles. La sécheresse estivale a ensuite impacté l'ensemble de la région avec l'absence de repousse et donc de regain. La saison de pâturage a aussi été écourtée. Quelques secteurs très localisés ont pu grâce à des orages, récolter une troisième coupe et assurer la récolte des maïs. Si les bons foins restaient difficiles à trouver, les achats se sont faits à des prix moins élevés qu'en 2018.

Un revenu stable en 2019

Avec un produit caprin en augmentation de 2,2% mais des charges en hausse de 3,4%, le revenu courant s'établirait à 18 600 €/UMO exploitant. La variabilité est forte dans ce groupe avec un quart des éleveurs qui dégagent plus de 21 000 € par UMO. Ces élevages sont plus efficaces avec un ratio EBE avant MO/produit à 49% contre 39% pour les autres. Et leurs amortissements et frais financiers ne représentent pour eux que 14% du produit contre 20% pour les autres.

Un revenu moyen encore trop faible

Si 2014 a marqué le début de sortie de crise, le revenu a de nouveau fléchi en 2017 sous l'influence de la sécheresse et de la hausse des intrants. Depuis il a stagné trois années de suite à un niveau moyen trop bas (18 300 €/UMO exploitant) malgré une hausse des aides de 33% depuis 2014.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

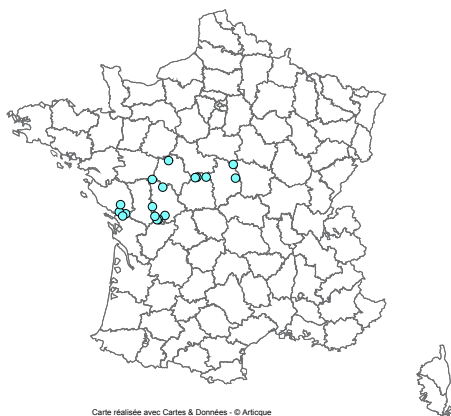
Un revenu pénalisé par une conjoncture céréalière en demi-teinte



DONNÉES REPÈRES

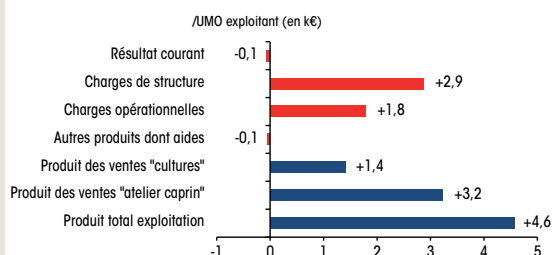
- 3,7 UMO totales dont 2,4 UMO exploitant
- 177 ha de SAU dont 128 de cultures de vente
- 397 chèvres et 344 500 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 17 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

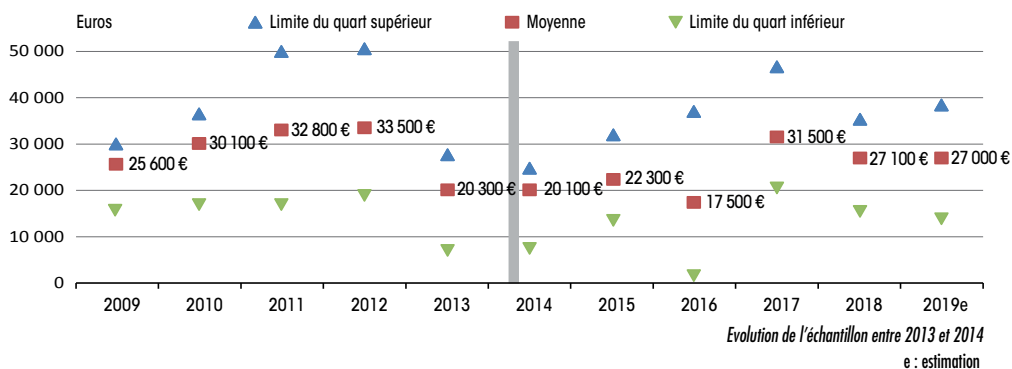
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité
annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Dans ces systèmes de polyculture élevage, l'amélioration du produit de l'atelier caprin permet à peine de maintenir le revenu de l'exploitation qui a subi une baisse des prix des céréales et une hausse des charges des cultures.

Des structures qui s'agrandissent depuis 2014

Sur les cinq dernières années, ces exploitations ont augmenté leurs surfaces de 21 hectares majoritairement alloués aux cultures de vente. En parallèle, leur troupeau caprin s'est également agrandi de 25 chèvres. En revanche les livraisons sont restées stables avec moins de lait par chèvre. Ces agrandissements se sont faits avec seulement 0,4 UMO supplémentaire, ce qui pourrait expliquer la stagnation des résultats du troupeau caprin.

Une conjoncture céréalière en demi-teinte en 2019

En 2019, les prix de vente des cultures ont été moindres. Si les rendements des céréales à paille ont été bons, ceux du colza et des cultures de printemps ont été pénalisés par la sécheresse. Au final, l'effet cumulé « rendement & prix » a conduit à une toute petite hausse du produit cultures. Cette moyenne masque de grands écarts (de -1,2% à +1,5%) selon l'assolement et la localisation des exploitations. Avec un produit de l'atelier caprin en hausse de 2,7%, le produit de l'exploitation aurait progressé de 2,2% par rapport à 2018. Sous l'effet de la convergence, les aides PAC poursuivent leur repli.

Forte hausse des charges en 2019

Les charges opérationnelles sont en hausse. Les approvisionnements des surfaces ont été plus onéreux en 2019 (engrais et semences) et certaines exploitations, par souci de simplification, ont acheté une bonne partie de l'alimentation du troupeau. Si le prix du carburant a diminué en 2019, les volumes utilisés (séchage du maïs, travaux du sol plus importants compte tenu de la météo...) ont augmenté.

Stabilité du revenu en 2019

Au final, le revenu courant serait stabilisé à hauteur de 27 000 € par UMO exploitant, une moyenne équivalente aux revenus dégagés avant 2013. Les exploitations du quart supérieur, qui dégagent plus de 38 000 €/UMO exploitant, sont plus efficaces que celles du quart inférieur avec un ratio EBE avant MO/produit à 42% contre 35% pour les autres.

Depuis 10 ans, un revenu fluctuant mais jamais catastrophique

Quand les conjonctures caprines et grandes cultures sont orientées dans le même sens, elles accentuent l'évolution des revenus à la hausse (2017) ou à la baisse (2013). Mais quand elles sont orientées différemment (2009), l'évolution du revenu est alors lissée. Sur les dix dernières années, le revenu moyen de ce système n'est jamais descendu en dessous de 17 000 €/UMO exploitant alors que celui des livreurs spécialisés de l'Ouest est passé sous la barre des 12 000 € en 2013. Depuis 3 ans, les éleveurs polyculteurs dégagent des résultats stabilisés à plus de 27 000 €/UMO exploitant.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS ET BOVINS VIANDE

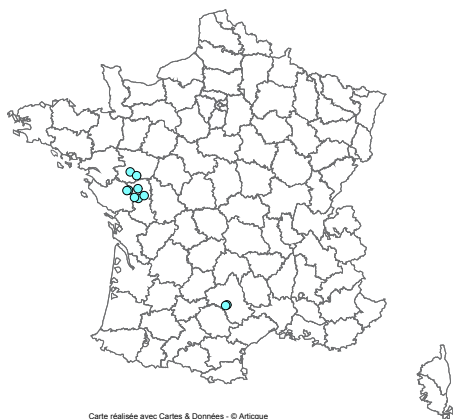
Un revenu stable grâce au produit lait



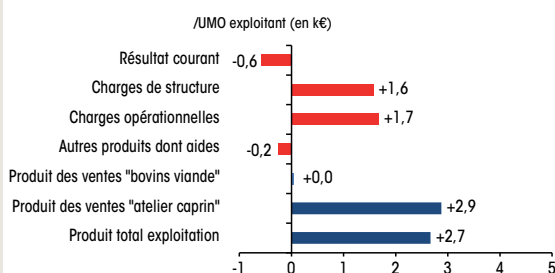
DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 2 UMO exploitant
- 89 ha de SAU dont 72 ha de SFP
- 304 chèvres et 277 800 litres de lait vendus
- 87 UGB viande dont 52 vaches allaitantes

LOCALISATION DES 10 EXPLOITATIONS



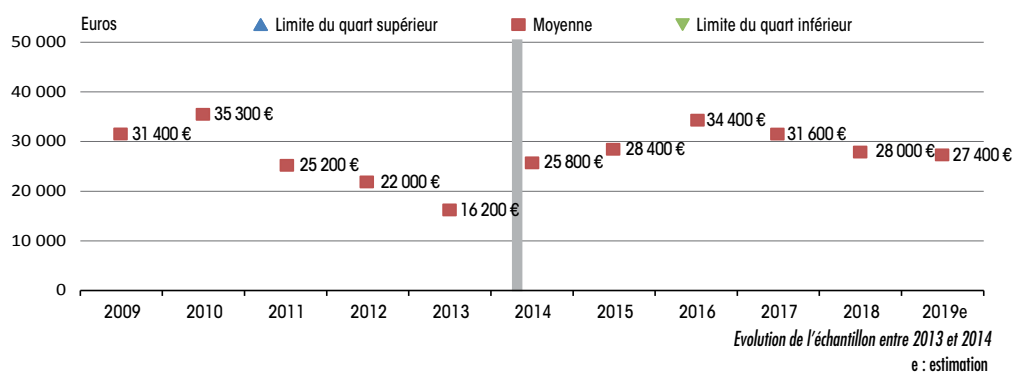
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité
annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Le produit global de l'exploitation progresse du seul fait de la recette laitière. Les charges opérationnelles augmentent plus fortement que les charges de structure et, au final, le revenu se maintient.

Amélioration des performances caprines depuis 2014

Sur les cinq dernières années, les livraisons de lait ont augmenté de près de 30 000 litres. La hausse provient surtout de l'amélioration constante des performances par chèvre (+73 litres par lactation) et secondairement de l'agrandissement de la taille des cheptels (+9 chèvres). En parallèle, la SAU est restée stable et le troupeau bovin a progressé plus franchement (+6 vaches).

Stabilité pour les produits bovins viande en 2019

Dans ces exploitations, le produit issu des ventes de viande bovine évolue très peu. En système naisseur engraisseur, le produit viande de l'ensemble des animaux est en légère augmentation grâce au redressement des cours des vaches de réforme et au maintien de ceux des génisses et jeunes bovins. En système naisseur, si le cours des animaux maigres apparaît stable en Limousin, il a diminué en Charolais.

Un revenu quasi stable en 2019

Le produit des cultures de vente est en augmentation avec de bons rendements en céréales à paille qui compensent la baisse des prix de vente. En parallèle, le produit caprin a progressé de 2,6% mais les aides ont été en retrait. Les aides découplées continuent de converger plutôt défavorablement pour ces systèmes. De plus certaines exploitations amenées à sortir du zonage ICHN, ont perçu une dotation 2019 amputée de 20%. Au final, le produit d'exploitation a seulement augmenté de 1,5%.

Les charges opérationnelles se sont envolées, en particulier dans les exploitations les moins autonomes. Les charges de structure ont progressé dans une moindre mesure. En léger recul, le revenu s'afficherait à 27 400 € par UMO exploitant.

La nature de la mixité influence le revenu

Cette moyenne masque de grandes disparités avec des revenus variant de -10 à +14% (par rapport à 2018) selon l'importance respective des ateliers caprins et bovins viande, la part des cultures de vente et la nature de l'atelier bovins viande.

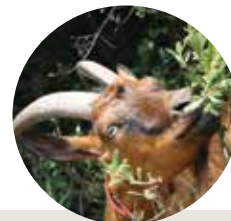
La taille réduite de l'échantillon n'autorise cependant pas une analyse par quartile comme pour les autres systèmes.

Stabilité du revenu depuis 2014

À l'exception de 2013, année de la crise caprine, le revenu de ces élevages est plutôt bien orienté et moins fluctuant que celui des autres systèmes. Mais notre échantillon est réduit, constitué d'exploitations avant tout familiales avec des exploitants férus d'élevage qui cherchent à maximiser les performances de leur troupeau caprin et ont une conduite prudente des investissements pour la plupart. Ce qui ne reflète sans doute pas toute la diversité de ces systèmes mixtes...

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS SPÉCIALISÉS SUD-MÉDITERRANÉE

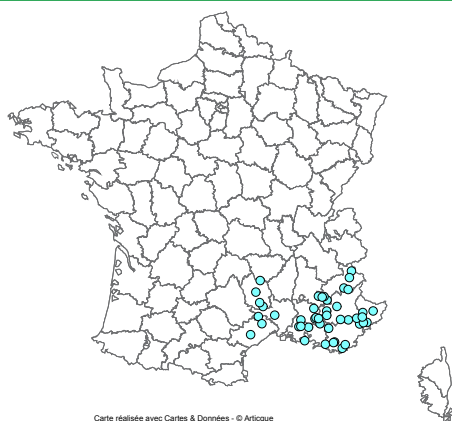
Stabilité du revenu



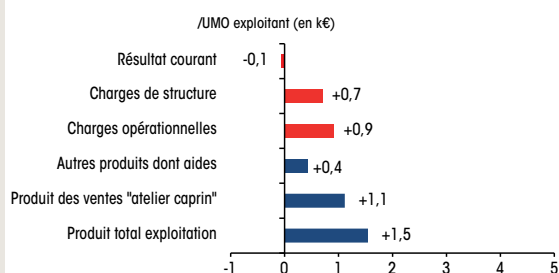
DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 9 ha de SAU et 93 ha de parcours
- 70 chèvres et 33 400 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 44 EXPLOITATIONS



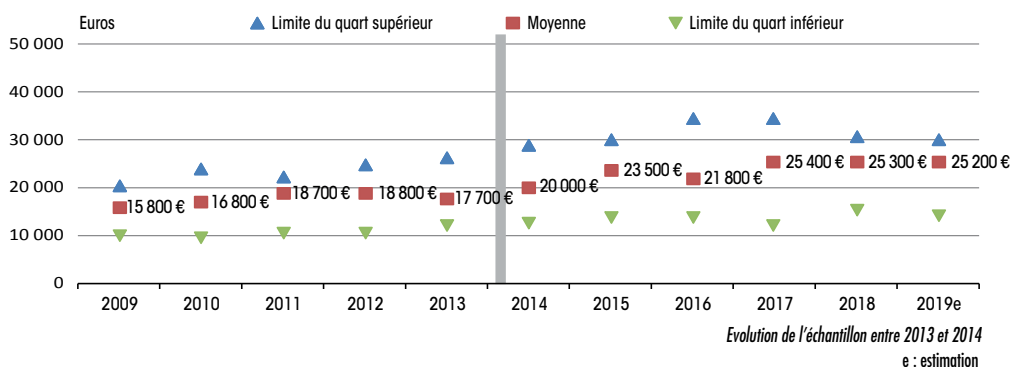
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

En 2019 comme l'année précédente, ces élevages du pourtour méditerranéen ont dû composer avec la sécheresse estivale et des températures caniculaires. La hausse du produit compense celles des charges et permet le maintien du revenu.

Une valorisation élevée

Ces exploitations sont localisées dans les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'ex région Languedoc-Roussillon. Elles transforment entre 15 et 50 000 litres de lait en fromages commercialisés principalement en circuits courts. La valorisation du lait est élevée : elle s'établit en moyenne à 2,80 € le litre. La plupart de ces exploitations valorisent en moyenne une petite centaine d'hectares de parcours. Les surfaces récoltables sont peu fréquentes. Les fourrages et le concentré (essentiellement des céréales) sont donc principalement achetés.

Peu de changement depuis 5 ans

Sur les cinq dernières années, les quantités de lait ont progressé doucement avec un peu plus de chèvres mais sans amélioration de leurs performances. Les surfaces restent stables et, pour faire face aux sécheresses, les quantités de fourrages achetés sont en hausse. Pour alléger la charge de travail, la main-d'œuvre salariée a progressé de 0,4 UMO.

Encore un été difficile en 2019

La sécheresse estivale a encore une fois impacté l'ensemble de la région et compliqué la gestion de l'alimentation pour ces élevages sur parcours. En Lozère, comme en 2018, les éleveurs ont rencontré des difficultés pour trouver du foin et de la paille. Après plusieurs années de sécheresse intense, les parcours qui sécurisaient l'alimentation estivale commencent à souffrir. Assurer la pérennité de ces surfaces en contrôlant les prélèvements sur la strate arbustive est un impératif.

Hausse du produit en 2019

En 2019, le produit des ateliers fromagers Sud-Méditerranéens a augmenté de 2,1% avec une petite amélioration du produit caprin et une augmentation des aides avec l'entrée en zone ICHN de certains élevages des Bouches du Rhône. En parallèle, les charges opérationnelles ont progressé de 5% avec davantage d'achats de fourrages et un prix des aliments et de la paille en hausse. Pour 2019, le revenu courant des fromagers fermiers du Sud-Méditerranée se stabiliserait à hauteur de 25 200 €/UMO.

Depuis 2015, les aides boostent le revenu

Le revenu des fromagers Sud-Méditerranée a progressé régulièrement depuis 2014-2015 avec l'augmentation des aides (+42% de 2014 à 2018) en particulier la revalorisation des indemnités compensatoires de handicap et la prise en compte des parcours dans le cadre de la convergence des aides. Depuis 2017, le revenu moyen de ces ateliers dépasse légèrement 25 000 €/UMO exploitant. Avec une progression régulière des aides qui compense les fluctuations de production, ces systèmes économes et de dimension modeste sont robustes économiquement. Cependant les sécheresses récurrentes amènent à s'interroger sur les adaptations de systèmes à mettre en place.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FROMAGERS SPÉCIALISÉS, AUTRES RÉGIONS

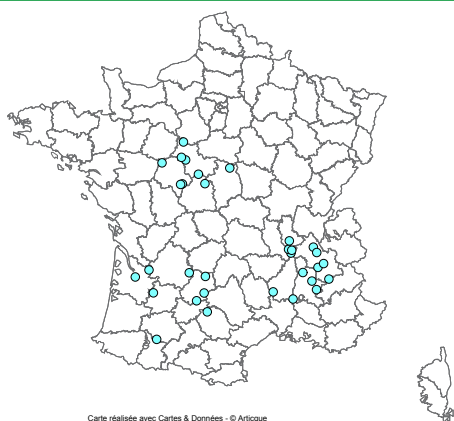
Un produit toujours bien orienté



DONNÉES REPÈRES

- 3 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 33 ha de SAU dont 24 ha de SFP
- 104 chèvres et 80 700 litres de lait transformés et vendus

LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



En 2019, l'augmentation du produit de l'atelier caprin a compensé la hausse des charges opérationnelles et de structure et permis un maintien du revenu.

Des ateliers plus grands et une valorisation par litre moins élevée que dans le Sud-Méditerranée.

Ces exploitations sont localisées dans les régions Centre-Val de Loire, Auvergne-Rhône-Alpes et dans le Sud-Ouest. Elles transforment et commercialisent en moyenne un peu plus de 80 000 litres de lait. Elles emploient de la main-d'œuvre salariée. La valorisation du litre de lait s'établit à en moyenne à 2,25 €.

Intensification de la production depuis 2014

Sur les cinq dernières années, le volume de lait transformé a augmenté en moyenne de près de 8 000 litres grâce à une intensification de la conduite du troupeau. La taille des troupeaux a été stable mais les chèvres ont produit en moyenne 40 litres de plus par tête avec davantage de concentrés. Pour transformer ce lait supplémentaire, la main-d'œuvre salariée a progressé de 0,4 UMO par exploitation.

Un volume transformé stable à haussier en 2019

Au printemps, les conditions climatiques (froid, gelées tardives...) n'ont pas été favorables en Bourgogne au-dessus de 700 mètres et dans le Nord de Rhône-Alpes. Suivant les zones, il a manqué un tiers voire plus de foin sur les prairies naturelles. Les achats de foin ont cependant été moins onéreux qu'en 2018.

La sécheresse estivale a ensuite impacté l'ensemble des régions avec l'absence de regain. La saison de pâturage a été écourtée mais la complémentation avec les stocks 2019 a permis de maintenir la production laitière.

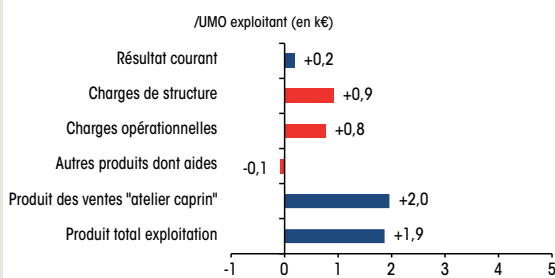
Trouver le bon dimensionnement

Les ventes de produit de l'atelier caprin ont progressé de 1,9% d'une année sur l'autre mais les aides ont stagné avec la sortie du zonage ICHN en particulier pour des fromagers du Centre-Val de Loire. Avec des charges opérationnelles en hausse de 2,8% et des charges de structure qui poursuivent inexorablement leur progression, le revenu de ces exploitations s'est stabilisé en 2019 à hauteur de 25 700 €/UMO exploitant. Les élevages du quart supérieur qui dégagent plus de 32 000 €/UMO exploitant transforment en moyenne 32 000 litres de lait par unité de main-d'œuvre, valorisé à 2,10 € le litre contre 23 000 litres pour le quart inférieur, valorisé à 1,80 € le litre.

Amélioration de revenu modérée depuis 2014

Depuis 2014, les fromagers de ce groupe ont augmenté régulièrement les volumes transformés et la valorisation du litre de lait qui est passée de 2,10 € à 2,25 € le litre. Ils ont en parallèle bénéficié d'une augmentation des aides (+44% /2014) avec la revalorisation des indemnités compensatoires de handicap et la convergence des aides. Mais cette amélioration du produit a été absorbée par une hausse des charges, en particulier de structure. Et l'amélioration du revenu reste finalement assez modérée.

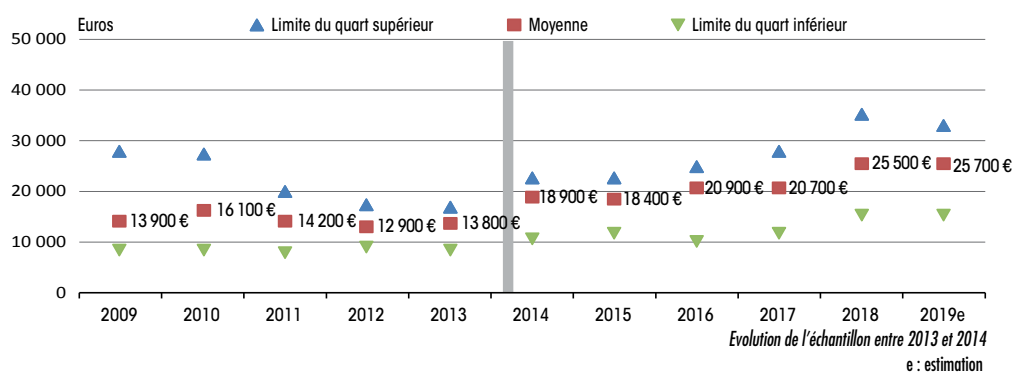
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

4

FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

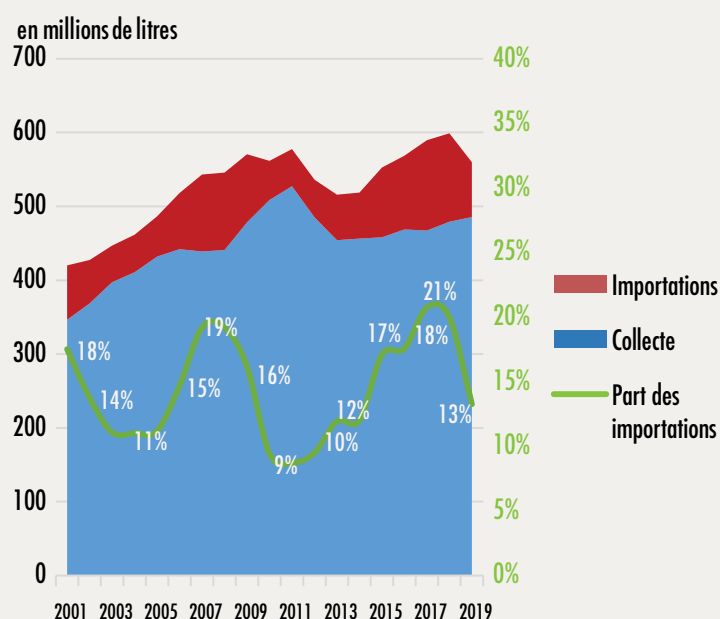
Les fabrications préservées malgré la baisse des approvisionnements

Malgré une collecte légèrement haussière, l'approvisionnement des industriels français s'est tendu en 2019, suite au repli des importations. Pour répondre à une demande dynamique en fromages de chèvre, les transformateurs ont massivement utilisé les stocks de produits de report, qui se trouvent désormais à des niveaux très bas. Néanmoins, ce contexte a permis une revalorisation des produits caprins, qui, ajoutée à la demande dynamique, avait fait démarrer 2020 sous les meilleurs auspices avant la crise du COVID-19..



APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE

APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE DES TRANSFORMATEURS FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Approvisionnement national réduit

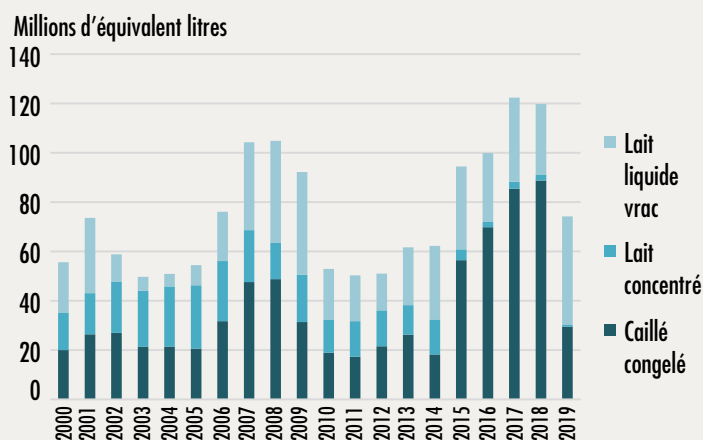
En 2019, les transformateurs ont transformé 560 millions de litres de lait de chèvre. Ainsi, après 6 ans de nette progression, l'approvisionnement en lait de chèvre des transformateurs français (collecte et importations) s'est contracté de près de 40 millions de litres (-7% /2018). Ce reflux découle de la forte baisse des importations, qui n'a été que partiellement compensée par la légère progression de la collecte nationale. En 2019, les importations ont fourni près de 13% de l'approvisionnement, contre 21% en 2018.

Les volumes de lait de chèvre valorisés par les transformateurs ont baissé dès le premier trimestre de l'année, -15% en dessous des niveaux de 2018. À l'origine de ce phénomène se trouve l'importante contraction de la collecte nationale à cette même période, et le repli des importations, consécutif à la baisse des disponibilités en Espagne et, probablement aux Pays-Bas, (baisse que nous ne pouvons pas mesurer faute de données officielles). La progressive reprise de la collecte française (et dans une moindre mesure espagnole) a ensuite pu rattraper l'écart avec les années précédentes, plaçant l'approvisionnement -6% en dessous des niveaux atteints au 4^{ème} trimestre 2018.



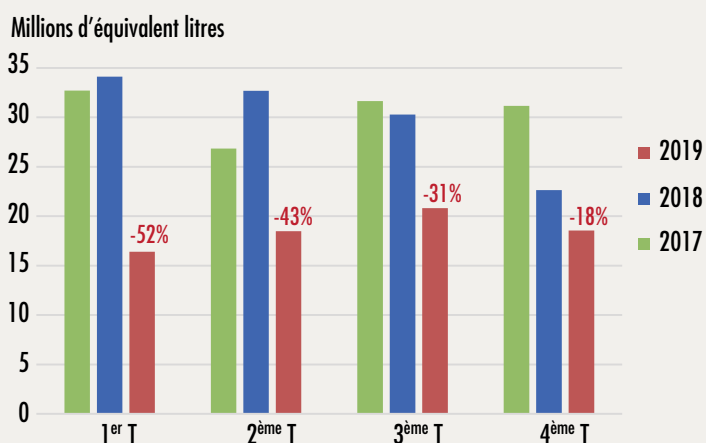
IMPORTATIONS ET STOCKS

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS



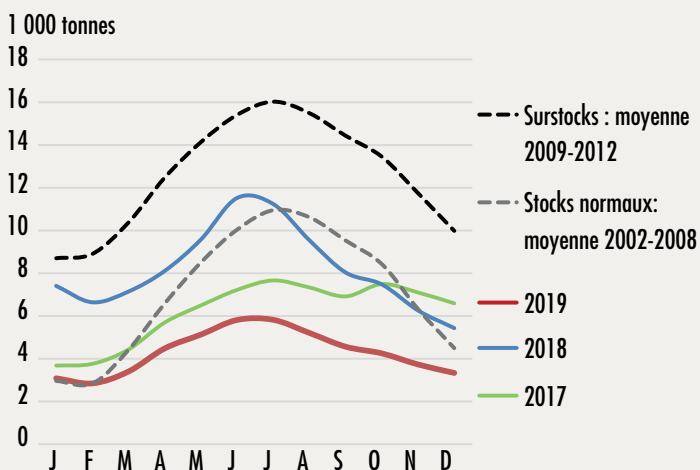
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

IMPORTATIONS DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS PAR TRIMESTRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

STOCKS DE PRODUITS DE REPORT EN FIN DE MOIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les importations dégringolent

Très volatiles, les importations de produits de report caprins ont chuté de -38% d'une année sur l'autre, passant de 119 à 74 millions de litres (soit une différence de 45 millions de litres !). En effet, les importations dépendent non seulement des disponibilités chez nos fournisseurs, l'Espagne et les Pays-Bas, qui ont connu une baisse de leurs collectes, mais aussi de l'orientation vers l'exportation de leurs productions. Ainsi, face à une collecte en baisse et une expansion de la demande en lait pour les fabrications de préparations infantiles, les importations françaises ont brutalement chuté, sans tomber pourtant aux niveaux historiquement bas de l'après-crise de 2013. Le profil des importations a aussi changé, on observe depuis quelques années une diminution de la proportion de lait concentré dans les importations totales, et une progression du lait liquide en vrac. Le caillé congelé serait aussi en 2019 en forte baisse.

En effet, le lait liquide en vrac est un produit plus facile à intégrer dans les fabrications fromagères, mais reste non stockable. Le caillé congelé et le lait concentré seraient en revanche plus intéressants pour constituer des stocks de report. Cependant, la forte demande française en lait de chèvre en 2019, afin de préserver les fabrications au cours de l'année, explique cette préférence pour le lait liquide en vrac, plus disponible.

Des importations en chute libre début d'année

Au 1^{er} trimestre, lorsque la collecte espagnole affichait une contraction de -4%, les importations françaises de produits de report caprins ont été divisées par deux, à 16 millions d'équivalent litres. Le rebond de la collecte espagnole au 2^{ème} semestre 2019 a atténué la chute des importations de produits de report. Ainsi, au 3^{ème} semestre 2019, lorsque la collecte espagnole était redevenue équivalente à celle de la même période un an plus tôt, les importations françaises restaient -31% inférieures à celles en 2018, à 21 millions de litres (9 millions de litres en moins). Le dernier trimestre, marqué par un léger rattrapage de la collecte espagnole (+2% /2018), a vu l'écart se réduire considérablement, à seulement -18% /2018, soit 18 millions de litres.

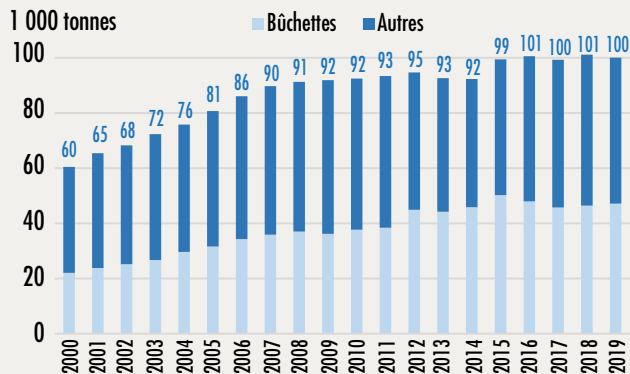
Des stocks de produits de report au plus bas

La constitution de stocks de produits de report a pour objectif de maintenir les fabrications stables tout au long de l'année, en dépit de la saisonnalité de la production. Elle se fait principalement aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres, au pic de collecte, pour une utilisation en fin d'année. Toutefois, face à de moindres approvisionnements, les stocks de produits de report ont été fortement mobilisés, tout au long de l'année. À presque 3 400 t fin décembre, ils se situaient près de 40% sous le niveau déjà très bas de 2018 (et 5% au-dessus celui de 2013, année historique de l'après crise où les stocks étaient au plus bas). Cette situation, conjuguée aux disponibilités limitées des deux principaux fournisseurs européens, laissait présager des tensions pour la fourniture du marché début 2020.



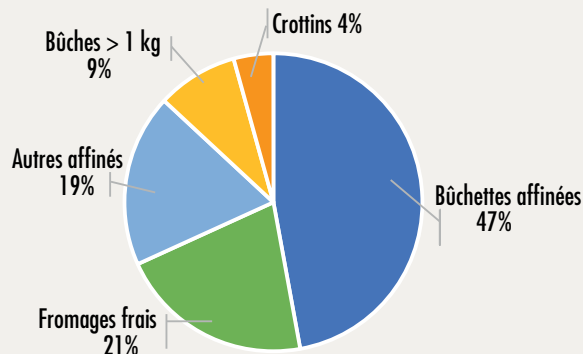
FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE

FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE



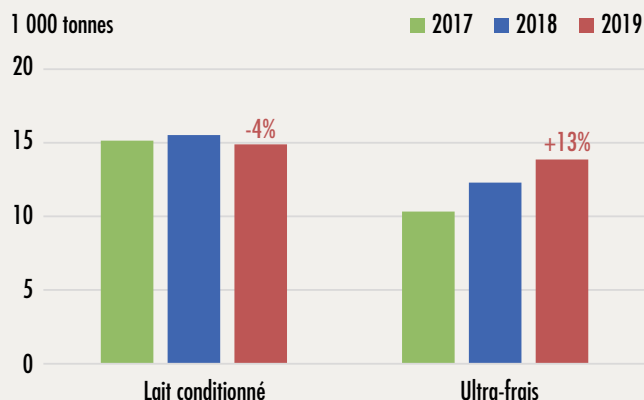
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

RÉPARTITION DES TYPES DE FROMAGES INDUSTRIELS FABRIQUÉS EN 2018



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE PRODUITS ULTRA-FRAIS CAPRINS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Des fabrications de fromages maintenues

Malgré le moindre approvisionnement, les fabrications de fromages de chèvre n'ont reculé en 2019 que de 1% d'une année sur l'autre (-1 000 t, à 100 000 t). Les fabrications industrielles de fromages de chèvre affichent une relative stabilité depuis la fin de la crise caprine, avec des volumes qui fluctuent autour des 100 000 t depuis 2015.

Les transformateurs ont pu limiter la baisse des fabrications grâce à une faible reconstitution des stocks de produits de report, nécessaires à la fourniture du marché en fin d'année.

La bûchette, reine des fromages de chèvre

Si les fabrications de fromages de chèvre ont légèrement reculé, celles des bûchettes affinées ont évolué favorablement. À 47 000 t, les fabrications des bûchettes ont progressé de +2% /2018, soit +1 000 t. Les bûchettes pèsent pour 47% des fromages industriels de chèvre en 2019, contre 46% en 2018. Après avoir atteint un pic de fabrications en 2015, avec 52% des fabrications totales, la part des bûchettes a chuté en 2016, à 45%. Depuis, les fabrications des bûchettes ont repris, boostées sans doute par une demande dynamique. En effet, la très forte demande de ce produit a poussé les transformateurs à en produire davantage, au détriment des autres formats de fromages dans ce contexte d'approvisionnement tendu.

Ainsi, à presque 9 000 t, les fabrications des bûches affinées de 1 kg ont fortement baissé, de près de 1 000 t, soit -8% /2018. Dans la catégorie « autres affinés », certaines fabrications ont également enregistré des replis, à l'image des crottins (-2% à 4 300 t) et des chèvre-boîtes (-3% à 1 900 t). Seules les pyramides affichent une évolution positive (+10% à 265 t), mais elles restent marginales.

Finalement, les fabrications des fromages frais ont également souffert de la baisse d'approvisionnements. À 21 000 t, elles ont reculé de 1 100 t en 2019 (-5% /2018). Au sein de cette catégorie, se trouve cependant la faisselle, seul format de fromage frais à avoir progressé en 2019 : à 850 t, ses fabrications ont bondi de 24% en 2019.

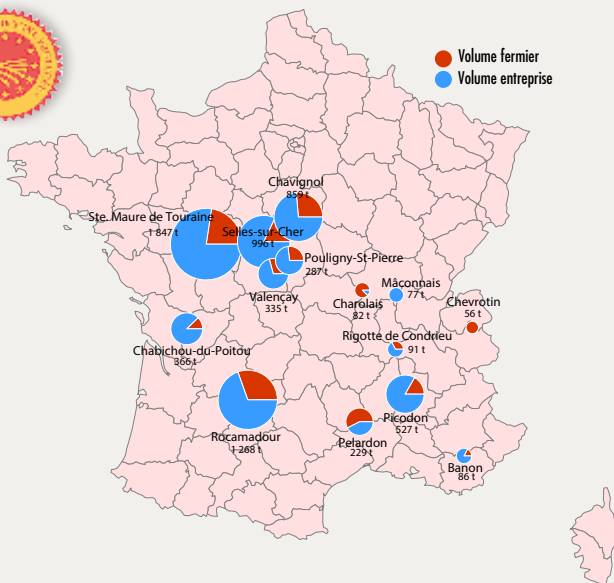
Les ultra-frais caprins poursuivent leur croissance

Après 4 ans de progression, les fabrications de laits conditionnés de chèvre se sont repliées de -4%, à 15 millions de litres. À l'origine de cette baisse se trouve la demande de ce type de produit, qui semble être arrivée à maturité.

Les ultra-frais (yaourts, laits fermentés, desserts lactés) ne cessent de se renforcer ces dernières années. Leurs fabrications ont encore bondi de +13% /2018, à 14 milliers de tonnes en 2019 (une évolution d'environ +1 000 tonnes). La demande d'ultra-frais de chèvre est en progression depuis maintenant plus de 5 ans, date de l'émergence du produit dans les linéaires.

FABRICATIONS SOUS SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ

FABRICATIONS DES FROMAGES DE CHÈVRE COMMERCIALISÉS SOUS AOP EN 2018



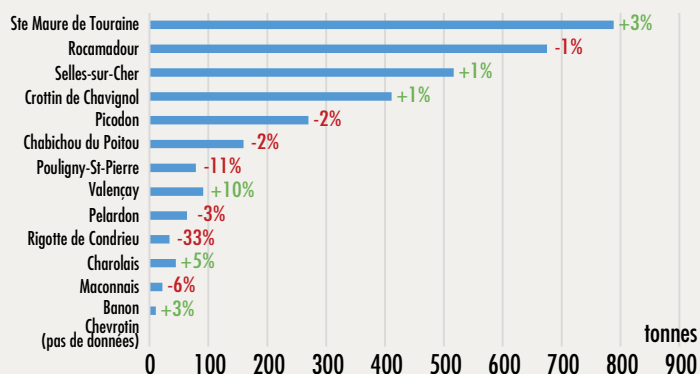
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INAO et CNAOL
Cartographie Cartes & Données - © Artique

Des fromages AOP toujours dynamiques en 2018

L'univers des AOP caprins se compose de 14 fromages. Les fabrications des 5 AOP du Centre, 60% des volumes de fromages de chèvre produits sous AOP, ont évolué de façon contrastée. Le Sainte-Maure-de-Touraine garde la tête du classement, et représente 26% des volumes totaux produits en AOP en 2018. À 1 850 t, ses fabrications ont bondi de +7% /2017 (+120 t), après plusieurs années de stagnation. Les fabrications du Chavignol suivent cette même tendance, avec une belle progression de +6% /2018, les volumes produits ont atteint les 860 t (soit +60 t). Le Valençay, avec 335 t produites, affiche aussi une progression de +2% d'une année sur l'autre, après plusieurs années de rétraction. Les fabrications des autres AOP du Centre ont reculé, de -4% pour le Selles-sur-Cher (à 996 t), et de -1% pour le Poligny-Saint-Pierre (à 290 t).

Dans les autres régions, le Rocamadour, seconde AOP caprine avec 1 270 t, semble stabiliser sa production après plusieurs années d'évolution favorable. Le Picodon s'est replié de -1%, à 530 t, tout comme le Chabichou du Poitou qui a vu ses fabrications à la baisse (-2% à 370 t produites). Les AOP les plus récentes, Chevroilin, Banon, Mâconnais et Charolais, aux volumes plus réduits, ont toutes connu une progression en 2018, exception faite de la Rigotte de Condrieu, qui a fortement reculé (-33% /2017).

LES VENTES DE FROMAGES AOP EN LIBRE-SERVICE ET LEUR ÉVOLUTION EN 2019 PAR RAPPORT À 2018

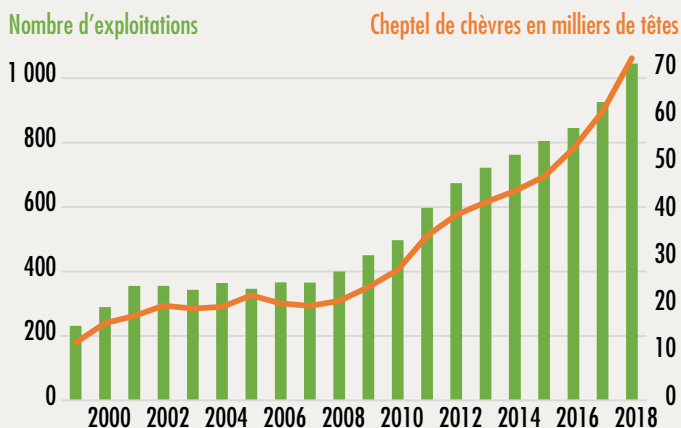


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

Evolution contrastée des ventes d'AOP en libre-service des GMS en 2019

La majorité des fromages AOP est commercialisée dans les circuits spécialisés dont les évolutions sont difficiles à évaluer. Ceux commercialisés dans le rayon libre-service des GMS, débouché qui absorbe 44% des fabrications totales de fromages AOP, sont mieux suivis grâce au panel IRI-CNIEL. En 2019, leurs ventes sont restées remarquablement stables, à 3 170 t, malgré des évolutions contrastées. À 23,71 €/kg, leur prix moyen de vente s'est apprécié de +1%, moins que pour l'ensemble des fromages de chèvre (+2% /2018). Le prix varie du simple au double entre le Sainte-Maure-de-Touraine, à 19 €/kg, et le Banon, à 43 €/kg. En 2019, le Rocamadour, le Poulligny-Saint-Pierre et la Rigotte de Condrieu affichent une baisse des volumes vendus en libre-service, un phénomène à rapprocher sans doute à la baisse des fabrications de ces fromages.

ÉVOLUTION DU CHEPTEL ET DU NOMBRE D'ÉLEVAGES CERTIFIÉS BIO



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et Agence Bio

Le bio toujours en croissance

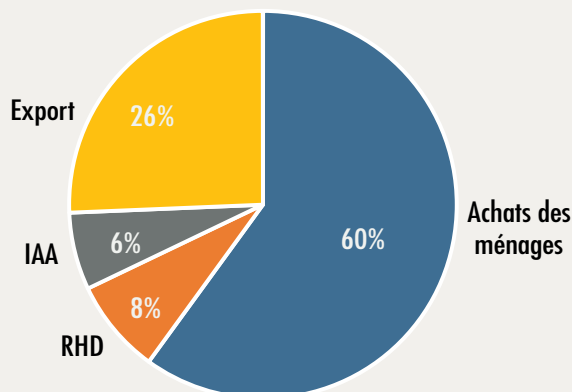
En 2018, 1 045 exploitations caprines étaient certifiées « bio », soit 119 de plus qu'en 2017 (+13%). Le cheptel avait progressé de +18%, totalisant près de 72 000 chèvres, faisant passer le troupeau moyen de 66 à 69 chèvres. Ainsi, 8% des chèvres en France étaient certifiées biologiques en 2018 (contre 7% en 2017).

Selon Agreste, seules 107 exploitations ont livré du lait en 2018 (soit 10% des exploitations bio), contre 82 en 2017. Ainsi, la production de lait bio est très majoritairement réalisée dans des exploitations fermières, mais l'utilisation industrielle de lait « bio » progresse. La collecte française de lait de chèvre biologique avait poursuivi sa croissance en 2018 (+22%), à près de 14 millions de litres, soit un doublement en 5 ans. Cette croissance répond à une stratégie de renationalisation de l'approvisionnement de la part de certains opérateurs, afin de produire des fromages avec du lait « origine France ». Selon FranceAgriMer, les fabrications industrielles de fromages de chèvre « bio » auraient progressé de +1% /2017, à 1 400 t. Elles étaient composées à 56% de fromages frais (+20% /2017) et à 44% de fromages affinés (-16% /2017).

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

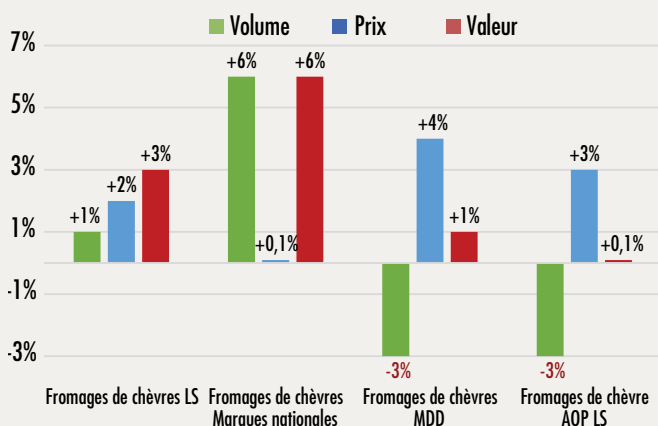
DÉBOUCHÉS DES PRODUITS CAPRINS

LES DÉBOUCHÉS DES FROMAGES DE CHÈVRE EN 2019



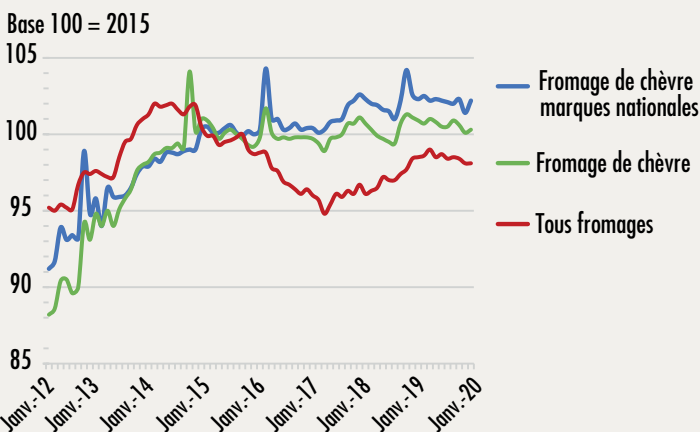
Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Kantar, GIRA Food Service

ÉVOLUTION DES VENTES DE FROMAGES DE CHÈVRE 2019/2018 EN GMS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL

ÉVOLUTION DES INDICES DE PRIX DE VENTE INDUSTRIELS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSPL

Consommation nationale préservée

Selon nos estimations, en 2019, les achats des ménages restent le principal débouché des fromages de chèvre, en consommant 60% des fromages produits (contre 57% en 2018). Les volumes achetés par les ménages ont progressé de +1% d'une année sur l'autre, à près de 60 milliers de tonnes. De son côté, la restauration hors domicile (RHD) aurait absorbé près de 8% des volumes produits (contre 7% en 2018). Les volumes vendus à ce secteur ont progressé de près de +3% d'une année sur l'autre, à près de 8 000 t. Enfin, les ventes aux Industries Agro-Alimentaires (IAA), sous forme par exemple de fromages à pizza, estimés à 7 500 t, auraient reculé de -6% /2018. En somme, la consommation nationale de fromages de chèvre (tous débouchés compris) se serait stabilisée cette année.

Les exportations de fromages de chèvre ont quant à elles reculé de 6% /2018 à 26 000 t. Ce débouché a représenté 28% des ventes de fromages de chèvre fabriqués en 2019 ; près d'un fromage sur quatre est exporté contre un fromage sur trois en 2018.

Demande relancée

Après s'être estompée en 2018, la progression des ventes de fromages de chèvre a repris en 2019. Selon le panel IRI-CNIEL, les volumes vendus dans le rayon libre-service des GMS ont progressé de +1% /2018 (au détriment d'autres réseaux de commercialisation), s'établissant à près de 50 000 t, soit 50% des fabrications nationales.

Les ventes de fromages affinés n'ont que très légèrement progressé (+0,5% /2018), suite au repli des ventes de crottins et palets de chèvre (-7% et -3% respectivement). L'évolution de bâches et des bâchettes affinées, best-seller en rayon libre-service avec 61% des volumes totaux, n'a compensé que partiellement cette baisse avec +1,5% /2018. Les ventes des fromages frais (14% des volumes en GMS) ont progressé de +4% en 2019.

Les fromages commercialisés sous marques nationales (46% des ventes) ont bondi de +6% en 2019. Cependant, les prix se sont stabilisés à 11,10 €/kg. A contrario, les marques distributeur (44% des ventes) et les ventes des fromages AOP (9%) se sont toutes les deux contractées de -3%. Cependant, l'évolution favorable des prix a boosté la valeur commercialisée. Le prix moyen annuel des marques distributeur s'établit désormais à 11 €/kg, et celui des AOP à 20,70 €/kg.

Des prix de vente industriels bien orientés

Aujourd'hui, l'évolution positive des prix en GMS est signe de la même tendance à la sortie d'usine. Les fromages dans leur ensemble (largement dominés par les fromages au lait de vache) ont mis fin à l'érosion des prix de vente industriels qui les touchait depuis la mi-2014, grâce à la mise en place progressive de la loi EGAim. L'indice de prix de vente industriel (IPVI) des fromages (tous laits confondus) s'établit à 99,5 en janvier 2020, soit 2% au-dessus du niveau atteint en janvier 2019. L'IPVI des fromages de chèvre (toutes marques confondues) a progressé de même à 102,4 en janvier 2020. Le manque de disponibilités et le déstockage massif auquel les transformateurs ont eu recours en fin d'année ont probablement facilité la hausse des tarifs lors des négociations avec la distribution.



5

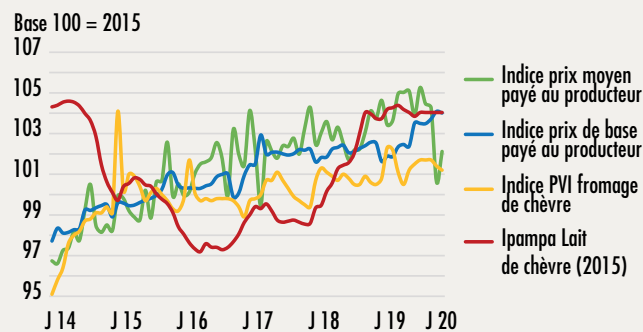
BILAN ET PERSPECTIVES

2020, une opportunité pour relancer la production nationale

L'année 2019 a été marquée par une baisse des disponibilités de lait de chèvre et par le déstockage important de produits de report. Cette situation représente une opportunité de relance importante de la filière. Le repli des disponibilités chez nos voisins européens laisse la place aux éleveurs français pour conquérir une part plus importante de l'approvisionnement des transformateurs nationaux. Cependant, la crise sanitaire du Covid-19 aura un impact, impossible encore à estimer mi-avril 2020, sur les modalités de fourniture du marché et sur l'écoulement des produits transformés. La maîtrise des volumes mise en place au printemps aura sans doute un impact sur la collecte totale de l'année. Les équilibres de marchés retrouvés depuis 2016/2017 ont permis une stabilisation des revenus. Il faut espérer que toute la filière sera en mesure d'en construire un nouveau à la sortie de la crise du Covid-19. C'est la condition pour assurer le renouvellement des générations et ainsi la pérennité pour la filière toute entière.



ÉVOLUTION MENSUELLE DES INDICES DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE, DES PRIX INDUSTRIELS ET DE L'IPAMPA LAIT DE CHÈVRE



Source : Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et SSP

2019. Toutefois, l'augmentation des prix dans le contexte actuel de baisse d'approvisionnements aurait permis de maintenir la marge des éleveurs. Une situation qui devrait se prolonger dans le temps grâce au recul attendu du prix des intrants et de l'énergie, dans le sillage du cours de pétrole.

Le renouvellement des générations constitue toujours le défi majeur de la filière, afin de maintenir une production française de lait de chèvre qui réponde à la demande du marché.

Les indicateurs étaient au vert, sauf pour les charges en élevage

La bonne situation économique de la filière caprine s'était confortée en 2019. Les indicateurs économiques de la filière permettaient d'appréhender l'avenir positivement.

L'indice de Prix de Vente Industriels (PVI) a de nouveau progressé de +1% en moyenne sur 2019, signe d'une nouvelle amélioration de la valorisation des produits caprins. De même, avec une évolution moyenne de +1%, le prix moyen du lait de chèvre avait progressé pour la 5^{ème} année consécutive, et a même atteint un record en novembre.

Simultanément, les charges ont poursuivi leur augmentation par rapport à 2018, mais se sont stabilisées au cours de l'année. En effet, l'indice des Prix d'Achat des Moyens Agricoles (IPAMPA) a augmenté de +2% en



PERSPECTIVES 2020 : RÉSISTER D'ABORD, RELANCER ENSUITE !

Démarrage positif en janvier

Amorcée au 4^{ème} trimestre 2019, la reprise de la croissance de la collecte s'était poursuivie en janvier 2020, avec une progression de près de +5%. Elle découle de la désaisonnalisation de la production, en cours depuis quelques années, mais surtout des bonnes conditions climatiques qui ont favorisé la constitution de stocks fourragers de bonne qualité en 2019. Cette évolution positive au creux saisonnier ne présageait pas forcément une franche reprise de la production en 2020. Car si l'amélioration des performances laitières, la conjoncture économique favorable et la bonne qualité des fourrages devraient avoir un effet positif sur l'évolution de la collecte, celle-ci est confrontée à des nombreuses cessations d'activité et à des conditions climatiques (et donc de ressources fourragères) imprévisibles, et surtout aux effets de la crise liée au Covid-19 depuis début mars.

De difficultés à fournir le marché à la perturbation de la demande

En 2019, les stocks de produits de report s'étaient effondrés, face à la baisse des importations et à la lente progression de la collecte nationale. L'épisode de crise sanitaire qui secoue le pays depuis mars 2020 plonge toute la filière dans l'incertitude. La fermeture des établissements scolaires, lieux de restauration hors domicile et de la plupart des marchés de plein air, représente une perte importante de débouchés sans totale compensation du côté de la grande distribution, qui a souvent fermé ses rayons à la coupe dans un premier temps. Le ralentissement des chaînes d'approvisionnement et de transformation, confinement oblige, se traduira par des changements sur les modalités de fourniture de la matière première, et la production de lait de chèvre devra s'adapter. Ainsi, les transformateurs devront assurer le maintien de l'activité pendant et au-delà de la crise, tandis que les éleveurs devront adapter leur production afin d'éviter une éventuelle saturation des chaînes de production.

Stabilité des fabrications ?

En 2019, face à la baisse des approvisionnements, les fabrications ont été préservées grâce au recours massif aux produits de report. Elles n'ont reculé ainsi que de 1%, et les fromageries ont privilégié le marché national aux exportations. Début 2020, avant la fermeture des écoles, des restaurants puis le confinement généralisé en France, les disponibilités de lait de chèvre pour la filière étaient prévues en légère hausse... avec une difficulté à fournir une demande dynamique.

Depuis la mi-mars et le confinement généralisé, les débouchés se sont taris, tout particulièrement pour les fromages destinés à

la restauration (baisse de 80-85% des repas servis en RHD), pour ceux vendus aux rayons à la coupe en GMS, mais surtout pour la vente directe ou les marchés de plein air. Les produits fermiers sont à l'heure du bouclage de ce document les plus affectés, mais ce ne sont pas les seuls. Cependant, de nombreuses initiatives ont fleuri pour aider les vendeurs directs depuis la fin mars : multiplication de Drive fermiers, avec souvent l'aide des autorités locales, applications qui permettent de commander des paniers gratuits de producteurs locaux... Le « locavouisme » connaît un nouvel essor, dont on peut espérer qu'il perdure après le déconfinement. À l'inverse, l'export semble très handicapé actuellement.

Importations impactées

En 2020, les importations de lait de chèvre sont attendues en baisse par rapport au déjà bas niveau 2019 dans le probable scénario d'un confinement prolongé des Français ce printemps. Avec des débouchés entravés, les transformateurs vont ainsi reconstituer leurs stocks de produit de report, au plus bas début 2020. On assisterait ensuite à une renationalisation des approvisionnements industriels.

Consommation de viande de chevreau pénalisée à Pâques

Selon nos estimations, en 2019, la consommation nationale de viande caprine a progressé (+12% /2018), résultat des efforts de communication de la filière. Cependant, la crise sanitaire devrait avoir un effet négatif, notamment à Pâques, du fait du confinement qui interdit les regroupements familiaux. En effet, du fait de sa très forte saisonnalité, la campagne pascale absorbe près de 50% des volumes de viande de chevreau mis en marché dans l'année. La viande de chevreau est alors servie dans un cadre festif et familial. Cela a donné suite à un nombre important d'annulations de commandes. Par ailleurs le confinement au Portugal et en Italie, où le profil de la consommation est similaire, limitera les exportations de viande caprine. En France, le ramassage et l'abattage de chèvres de réforme a été un temps suspendu jusque la mi-avril, tandis que celui des chevreaux a été assuré jusqu'à Pâques dans l'Ouest. En Auvergne-Rhône-Alpes, le ramassage de chevreaux a été longtemps interrompu, une situation qui met en péril la filière d'engraissement.

En 2020, cette baisse de la demande de viande de chevreaux devrait se traduire par la constitution de stocks importants de congelés, qui pèseront sur les prix bien au-delà de la crise sanitaire.





DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2019
Perspectives 2020

N° 507
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier France. La filière lait bio.
Hors-série année 2020

Dossier annuel Bovins lait 2019.
Perspectives 2020. N° 506 - Février 2020

Dossier annuel Bovins viande 2019.
Perspectives 2020. N° 505 - Janvier 2020

Dossier Pays-Bas. La filière caprine -
N° 504 - Décembre 2019

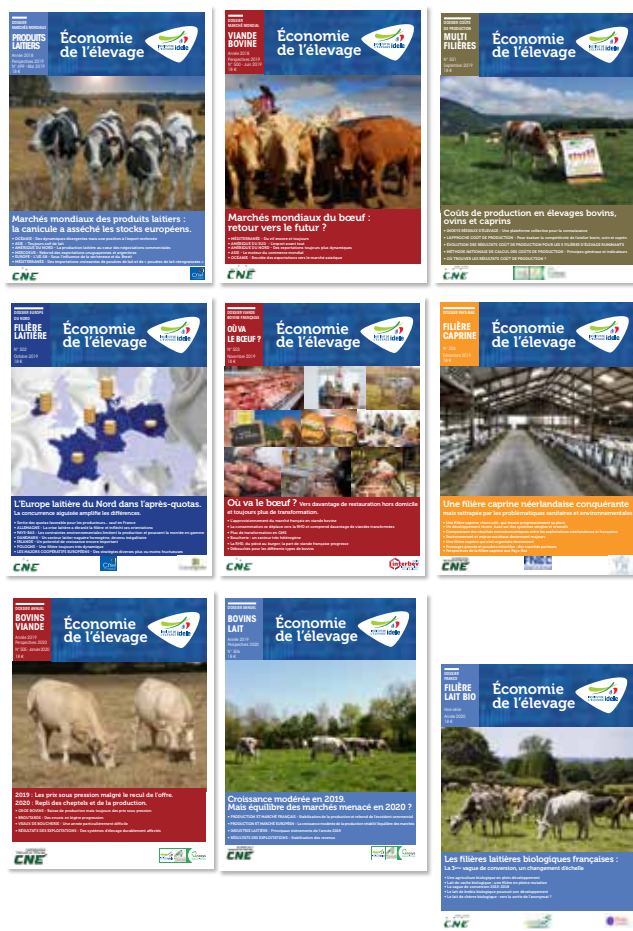
Dossier Où va le bœuf ?
N° 503 - Novembre 2019

Dossier Europe du Nord. Filière laitière -
N° 502 - Octobre 2019

Dossier coût de production. Multifilières -
N° 501 - Septembre 2019

Dossier marché mondial viande bovine en 2018. Perspectives 2019. N° 500 - Juin 2019

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2018. Perspectives 2019.
N° 499 - Mai 2019



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leïla Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©Studio des 2 prairies pour l'ANICAP - P2 ©Vanhassellaar 2017 - ©DR Institut de l'Élevage - P3 ©Evenkalinbacak/Fotolia - ©DR Institut de l'Élevage -

©Cniel_S_Fraisse - ©Route du chabichou et des fromages de chèvre - P4 ©DR Institut de l'Élevage - ©la Bergerie de Villardeaux/Patrick Monin -

P5 ©DR Institut de l'Élevage - ©Evenkalinbacak/Fotolia - ©Boiron 2017 - P6 ©Leïla Le Caro - P7-8-9 ©Studio des 2 prairies pour l'ANICAP - P13 ©Boiron 2017 -

P18 ©DR Institut de l'Élevage - P19 ©Sud-Est Faverge - P20 ©DR Institut de l'Élevage - P21 ©Anne&Philippe Dupin Parçay -

P22 ©MediterrannCaprins/EricCaumesHerauld2006(29) - P23 ©P.Bourgault_Cniel - P24 ©Cniel - ©Amiot/Avril16 - P25-29 ©Studio des 2 prairies pour l'ANICAP -

P30 ©Vanhassellaar 2017 - ©Studio des 2 prairies pour l'ANICAP - P31 ©Studio des 2 prairies pour l'ANICAP -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 00 20501006

Abonnement : 1,60 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE